

UNIVERSITÉ ET FACULTÉ DE PARIS

Année 1943

THÈSE

N°

267

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

Diplôme d'État

PAR

RENÉ HENRY

Né à Artins (Loir-et-Cher), le 3 Septembre 1903.

29 JUIN 1943

LE

BARON NICOLAS HEURTELOUP

CHIRURGIEN EN CHEF

DES ARMÉES DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE

Président : M. Camille LIAN, Professeur.



1943

LIBRAIRIE MALOINE

27, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 27

PARIS-6^e

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Nom du Candidat : **HENRY.**

Prénom : **René.**

Date de la soutenance :

Numéro d'ordre :

(Ces deux mentions seront complétées par le service de la Bibliothèque.)

1

HENRY (René). — Le baron Nicolas Heurteloup, chirurgien en chef des Armées de la Révolution et de l'Empire. — PARIS, Librairie Maloine, édit., 1943, in-8°, 62 pages.

(Thèse de Médecine (État), Paris, 1943,
N°)

2

HENRY (René). — Le baron Nicolas Heurteloup, chirurgien en chef des Armées de la Révolution et de l'Empire. — PARIS, Librairie Maloine, édit., 1943, in-8°, 62 pages.

(Thèse de Médecine (État), Paris, 1943,
N°)

3

HENRY (René). — Le baron Nicolas Heurteloup, chirurgien en chef des Armées de la Révolution et de l'Empire. — PARIS, Librairie Maloine, édit., 1943, in-8°, 62 pages.

(Thèse de Médecine (État), Paris, 1943,
N°)

4

HENRY (René). — Le baron Nicolas Heurteloup, chirurgien en chef des Armées de la Révolution et de l'Empire. — PARIS, Librairie Maloine, édit., 1943, in-8°, 62, pages.

(Thèse de Médecine (État), Paris, 1943,
N°)

Nom du Candidat : HENRY.

Prénoms : René.

Date de la soutenance :

Numéro d'ordre :

(Ces deux mentions seront complétées par le service de la Bibliothèque.)

2

HENRY (René). — Le baron Nicolas Hentzeloup, chirurgien en chef des Armées de la Révolution et de l'Empire. — PARIS, Librairie Maloine, édit., 1913, in-8°, 62 pages.
(Thèse de Médecine (État), Paris, 1913.
N°

HENRY (René). — Le baron Nicolas Hentzeloup, chirurgien en chef des Armées de la Révolution et de l'Empire. — PARIS, Librairie Maloine, édit., 1913, in-8°, 62 pages.
(Thèse de Médecine (État), Paris, 1913.
N°

4

HENRY (René). — Le baron Nicolas Hentzeloup, chirurgien en chef des Armées de la Révolution et de l'Empire. — PARIS, Librairie Maloine, édit., 1913, in-8°, 62 pages.
(Thèse de Médecine (État), Paris, 1913.
N°

HENRY (René). — Le baron Nicolas Hentzeloup, chirurgien en chef des Armées de la Révolution et de l'Empire. — PARIS, Librairie Maloine, édit., 1913, in-8°, 62 pages.
(Thèse de Médecine (État), Paris, 1913.
N°

UNIVERSITÉ ET FACULTÉ DE PARIS

Année 1943

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

Diplôme d'État

PAR

RENÉ HENRY

Né à Artins (Loir-et-Cher), le 3 Septembre 1903.

LE

BARON NICOLAS HEURTELOUP

CHIRURGIEN EN CHEF

DES ARMÉES DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE

Président : M. Camille LIAN, Professeur.



1943

LIBRAIRIE MALOINE

27, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 27

PARIS-6^e

LE DOYEN BAUDOUIN

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie	ROUVIÈRE.
Physiologie	LÉON BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	POLONOWSKI.
Bactériologie	GASTINEL.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	BAUDOUIN.
Pathologie médicale	CHABROL.
Pathologie chirurgicale	PETIT-DUTAILLIS
Anatomie pathologique	LEROUX.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	AUBERTIN.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	DUVOIR.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LIAN.
Pathologie expérimentale et comparée	HENRI BÉNARD.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	CHIRAY.
	ABRAMI.
Clinique médicale	FIESSINGER.
	HARVIER.
	P.-VALLERY-RA-
	DOT.
Hygiène et clinique de la première enfance	CATHALA.
Clinique des maladies des enfants	ROBERT DEBRÉ.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	LÉVY-VALENSI.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
	CADENAT.
Clinique chirurgicale	MONDOR.
	QUÉNU.
	BROcq.
Clinique ophtalmologique	VELTER.
Clinique urologique	CHEVASSU.
	COUVELAIRE.
Clinique d'accouchements	LÉVY-SOLAL.
	PORTES.
Clinique gynécologique	MOCQUOT.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	LEVEUF.
Clinique thérapeutique médicale	LOEPER.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	SENÈQUE.
Clinique propédeutique	M. VILLARET.
Clinique de la Tuberculose	TROISIER.
Clinique chirurgicale orthopédique	MATHIEU.
Clinique de cardiologie	DONZELOT.
Clinique de neuro-chirurgie	CLOVIS VINCENT.
Assistance Médico-sociale	N...
	DOGNON.
	GIROUD.
	HAZARD.
Professeurs sans chaire	JAYLE.
	JOANNON.
	OLIVIER.
	VERNE



II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

AMELINE. . . Pathologie chirurgicale.
 BARIÉTY. . . Pathologie médicale.
 BERNARD (ÉTIENNE). Pathologie médicale.
 BESANCON (JUSTIN). Hydrologie.
 BONNET. . . Bactériologie.
 BOULIN. . . Pathologie médicale.
 BROUET. . . Pathologie médicale.
 BULLIARD. . . Histologie.
 CACHERA. . . Pathologie médicale.
 CORDIER. . . Anatomie.
 COSTE. . . Pathologie médicale.
 COUVELAIRE (ROGER). Urologie.
 DELARUE. . . Anatomie pathologique
 DELAY. . . Pathologie médicale.
 DEGREZ (H.). Physique.
 DESOILLE. . . Médecine légale.
 DIGONNET. . . Obstétrique.
 DOGNON. . . Physique.
 FEVRE. . . Pathologie chirurgicale.
 FUNCK-BRENTANO. Pathologie chirurgicale.
 GALLIARD. . . Parasitologie.
 GARCIN. . . Pathologie médicale.
 Mlle GAUTHIER-VILLARS. Anatomie pathologique.

MM.

DE GENNES. . Pathologie médicale.
 HAGUENAU. . Pathologie médicale.
 LACOMME. . . Obstétrique.
 LANTUÉJOUL. Obstétrique.
 LAVIER. . . Parasitologie.
 LELONG. . . Pathologie médicale.
 LEMAIRE. . . Pathologie expérimentale.
 LENÈGRE. . . Pathologie médicale.
 Mlle J. LÉVY. . Pharmacologie.
 MARCHAL. . . Pathologie médicale.
 MÉNÉGAUX. . Pathologie chirurgicale.
 MOLLARET. . Pathologie médicale.
 MOUQUIN. . . Pathologie médicale.
 PATEL. . . Pathologie chirurgicale.
 N.... . Pathologie chirurgicale.
 RENARD. . . Ophtalmologie.
 RICHET. . . Physiologie.
 N.... . Pathologie chirurgicale.
 SICARD. . . Pathologie chirurgicale.
 SOULIÉ. . . Pathologie médicale.
 SUREAU. . . Obstétrique.
 TURPIN. . . Pathologie médicale.
 WILMOTH. . . Pathologie chirurgicale.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM.

ALGLAVE. . . Pathologie chirurgicale.
 CHAILLEY-BERT. Physiologie.
 GUÉNIOT. . . Obstétrique.
 HEITZ-BOYER. Pathologie chirurgicale.

MM.

HUGUENIN. . Anatomie pathologique.
 LE LORIER. . Obstétrique.
 NEVEU-LEMAIRE. Parasitologie.
 PIEDELIEVRE. Médecine légale.
 VAUDESCAL. Obstétrique.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE

à titre permanent.

MM.		MM.	
ALAJOUANINE	} Clinique médicale	BASSET	} Clinique chirurgicale.
BRULÉ		GATELLIER. . .	
CHEVALLIER.		DE GAUDART	
LAROCHE (G.).		D'ALLAINES.	
MOREAU		MOULONGUET.	
SÈZARY.		MOURE	

MM.	
ECALLE	} Clinique obstétricale.
VIGNES	

V. — CHARGÉS DE COURS

MM.	
CHAILLEY-BERT, agrégé. . .	Éducation physique.
LEDoux-LEBARD.	Radiologie clinique.
DECHAUME.	Stomatologie.
N.	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans des dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MA CHÈRE FEMME

A MA FILLE

A MES FILS

A MON PÈRE

qui m'a enseigné le travail et l'honneur.

A MA MÈRE

A MES BEAUX-PARENTS :

MONSIEUR ET MADAME HENRI LÉVÊQUE

A MES BEAUX-FRÈRES :

MONSIEUR LOUIS PINTAUX
LE DOCTEUR CHARLES RICHARD
MONSIEUR RENÉ LÉVÊQUE

A MES SŒURS

AU DOCTEUR ROBERT GAMARD

dont la fidèle amitié et les sages conseils m'ont été si précieux
dans les moments difficiles.

A TOUS MES AMIS

A la mémoire de quelques hommes de bien dont le conseil
ou l'exemple ont grandement marqué ma formation.

ALEXANDRE OGER

ÉMILE HENRY

ERNEST LÉVÊQUE

ÉMILE DEZÉ

A MONSIEUR LE PROFESSEUR CAMILLE LIAN

qui a bien voulu nous faire le très grand honneur d'accepter
de présider cette thèse.

A MONSIEUR
LE PROFESSEUR LAIGNEL-LAVASTINE

dont nous avons eu l'heureuse fortune de suivre l'attrayant
enseignement.

A MES MAITRES
DE L'ÉCOLE DE MÉDECINE DE TOURS :

MONSIEUR LE DOCTEUR GUILLAUME-LOUIS
MONSIEUR LE DOCTEUR HUC
MONSIEUR LE DOCTEUR DESNOYELLE
MONSIEUR LE DOCTEUR DESBUQUOIS
MONSIEUR LE DOCTEUR BONNIN
MONSIEUR LE DOCTEUR ROY

MONSIEUR LE DOCTEUR GAUDEAU

dont nous avons eu le bonheur d'être l'interne et de qui nous
tenons le meilleur de notre formation clinique.

A MES MAITRES DANS LES HOPITAUX DE PARIS :

MONSIEUR LE PROFESSEUR TROISIER
MONSIEUR LE PROFESSEUR MOCQUOT
MONSIEUR LE PROFESSEUR GOUGEROT
MONSIEUR LE PROFESSEUR LEMAITRE

MONSIEUR LE DOCTEUR HILLEMAND

qui a bien voulu nous aider de ses conseils et nous honorer
de son amitié et de sa confiance.

MONSIEUR LE DOCTEUR JACQUET

qui nous a fait le très grand honneur de nous ouvrir sa consultation de proctologie.

AVANT-PROPOS

Nous avons pensé qu'il serait intéressant de sortir de l'oubli où elle se trouve, une des grandes figures de la chirurgie militaire française, le Baron Nicolas Heurteloup, chirurgien en chef des armées de la Révolution et de l'Empire. Il nous a été d'autant plus agréable de nous attacher à relever son histoire que nous trouvons en Nicolas Heurteloup un compatriote. Il nous a plu de rappeler à nos amis tourangeaux la destinée d'un de leurs aînés digne de prendre rang au milieu des grands médecins qui ont illustré notre aimable province, les Trousseau, les Bretonneau, les Velpeau. Si l'on ne peut comparer l'apport médical de Heurteloup à l'œuvre admirable de ces trois grands Tourangeaux, c'est surtout comme administrateur qu'il reste digne de notre estime, comme organisateur du Service de Santé militaire à une époque troublée de notre histoire. C'est à ce titre surtout qu'il appartient à l'histoire médicale et à l'histoire tout court en compagnie de Larrey et Percy, formant ensemble une admirable trilogie. Larrey et Percy ont eu l'un et l'autre leur historien, Laurent pour Percy et Triaire pour Larrey. Nous n'avons pas eu les loisirs d'entreprendre de rédiger une biographie complète de Heurteloup, les documents le concernant se trouvant rares et dispersés. Nous nous proposons de poursuivre plus tard nos recherches ; nous avons seulement voulu faire connaître notre héros à l'aide des rares documents dont nous disposions en montrant l'essentiel de son œuvre.

Nous nous sommes efforcé de le placer sur un fond d'histoire militaire et d'histoire médicale afin de l'animer dans le milieu médical et guerrier qui fut le sien.

Nous sommes heureux de témoigner notre respectueuse gratitude à M. le Professeur Mercier de l'École de Médecine de Tours dont les beaux travaux et en particulier le Monde

médical en Touraine sous la Révolution ont éveillé en nous le goût de l'histoire de la médecine.

Nous avons une dette plus grande encore à l'égard de notre grand ami le docteur Robert Gamard de Montoire-sur-le-Loir qui nous a donné l'idée d'entreprendre ce travail et nous a fourni une bonne part des documents dont nous nous sommes servi.

Nous avons puisé de nombreux renseignements dans la magistrale biographie de Larrey par Triaire et dans les Archives de l'Hôtel-Dieu de Tours.

Le transfert en province des Archives du Val-de-Grâce nous a privé de nombreux documents. Nous n'avons pu faire état que de ceux dont nous avons eu l'heureuse idée de prendre copie avant les hostilités.

LE BARON NICOLAS HEURTELOUP

I

Le registre de l'État civil de la paroisse Saint-Symphorien de Tours pour l'année 1750, conservé sous la poussière des Archives municipales de Tours, porte quelque part sur ses feuillets jaunis par le temps ces quelques lignes : « Le vingt-sixième jour de septembre mil sept cent cinquante a été baptisé par nous vicaire soussigné, Nicolas, fils de Jean Hurteloup et de Marie-Anne Morin sa légitime épouse... »

Jean Hurteloup habitait une maison située dans une impasse de la paroisse Saint-Symphorien de Tours. Cette impasse aurait porté plus tard, selon Godefroy, le nom de son glorieux enfant, mais il nous a été impossible de trouver trace de la maison ni de l'impasse.

Jean Hurteloup était un assez pauvre artisan. Il exerçait le métier de « cardeur de soie ». Comme il était fréquent sous l'ancien régime, Jean Hurteloup exerçait le métier de famille. Il était fils de Joseph Hurteloup, « maître passementier », et ses deux frères Joseph et Lucien étaient également maîtres passementiers.

Marie-Anne Morin sa femme était elle-même fille de Nicolas Morin, cardeur de soie en la même paroisse.

Le ménage Jean Hurteloup avait eu quatre enfants : Marie-Anne, née le 17 juin 1749, Nicolas, né le 26 septembre 1750, Madeleine, née le 23 mars 1753, et Geneviève, née le 4 juillet 1755.

Il est probable que maître Hurteloup avait rêvé de faire de son seul fils Nicolas un passementier pour continuer la dynastie des Hurteloup dans la corporation ; mais, de bonne heure, le jeune Nicolas montra qu'il était plus attentif à lire qu'à pousser la cardeuse et bientôt il fallut se résigner à le laisser chercher sa voie hors de la tradition familiale. Nicolas en effet, fut de bonne heure attiré par la médecine

et la chirurgie. Malheureusement les parents Hurteloup étaient pauvres et les études étaient coûteuses. L'ambition du fils dépassait les possibilités de dépenses du père. Néanmoins, devant les brillantes qualités de leur enfant, ils furent assez avisés pour accepter de lui procurer l'instruction qu'offrait alors le Collège de Tours où il dépassa leurs espérances.

Les aimables qualités de l'enfant lui valurent alors de rencontrer des protecteurs « qui le mirent bientôt à même de suppléer pour quelques temps aux faibles moyens de ses parents ».

Après avoir terminé ses humanités, il se livra à l'étude de la médecine et suivit le service de santé de l'hôpital de la Charité de Tours. Il eut, dit Godefroy, le rare bonheur d'y rencontrer Mme Boissy, connue sous le nom de sœur Agathe, qui dirigeait la pharmacie de l'établissement. Nul ne paraît avoir exercé sur l'avenir de l'enfant une influence comparable à celle de cette charitable femme. Elle était très instruite. Nicolas passait ses journées dans la pharmacie de l'hôpital et apprenait de sœur Agathe « les éléments de la chirurgie, les principes de l'art du dentiste, le maniement de la lancette et la connaissance des plantes usuelles ».

Nicolas passa tout naturellement de l'hôpital au collège de chirurgie de Tours qui venait d'être créé. Au début du XVIII^e siècle, il n'existait à Tours d'autre enseignement médical que celui donné aux apprentis et compagnons par les « maîtres du corps » et la communauté des chirurgiens. En 1730, l'article 25 des Statuts généraux donné pour toutes les communautés de chirurgiens du Royaume leur enjoignit de faire démontrer publiquement chaque année par l'un des anciens maîtres, l'anatomie, l'ostéologie et les opérations de chirurgie. Depuis, le roi avait établi dans un certain nombre de villes, Rouen, Bordeaux, Toulon, Orléans, Nantes, Rennes, des écoles publiques de chirurgie à l'instar du célèbre collège de Saint-Côme à Paris et dans lesquelles les chirurgiens « furent en possession de faire professer et enseigner publiquement toutes les parties de la chirurgie par des professeurs royaux nommés par le roi ». Les chirurgiens de Tours n'avaient pas été compris dans cet élargissement officiel de l'enseignement chirurgical. Aussi, en 1766, supplièrent-ils le roi de leur accorder les lettres patentes qui leur étaient nécessaires pour former dans la Communauté une semblable école de chirurgie.

Louis XV accordait une protection très large à l'installation de l'enseignement officiel de la chirurgie. Il avait aidé de tout son appui les gens de Saint-Côme dans leur lutte contre la Faculté des médecins de Paris. Les lettres patentes portant établissement d'un Collège royal de Chirurgie à Tours, obtenues « par les soins et de l'avis de M. de la Martinière, premier chirurgien de Sa Majesté », furent données à Versailles le 5 juillet 1766 et enregistrées au Parlement le 2 septembre suivant. Le 8 octobre, Louis Desormeaux, Pierre Honoré Gravelat de l'Épine, Nicolas Pierre Brossillon, Jean Étienne Demarcé et Pierre Bobierre furent nommés « professeurs démonstrateurs royaux ».

C'est avec ces premiers maîtres que le jeune Heurteloup (c'est l'orthographe que le nom présente alors) allait s'avancer dans la connaissance de l'art captivant de guérir.

Desormeaux était chargé du cours de principes; Gravelat enseignait l'ostéologie et les maladies des os; Brossillon présidait aux opérations; Demarcé enseignait l'anatomie et Bobierre l'art des accouchements.

En outre, un enseignement pratique fut institué à l'hôpital de la Charité avec le concours des administrateurs par le « Compagnon chirurgien gagnant maîtrise ».

L'enseignement théorique et pratique donné par les professeurs royaux avait lieu dans l'ancien cloître des Cordeliers, siège de l'administration du collège.

Le 29 janvier 1768, il était délibéré à l'unanimité par le Bureau, que « pour le bien de la maison, l'avancement des élèves en chirurgie et le bon gouvernement des pauvres, il était à propos de donner à l'Apothicaierie des sujets pour leur instruction, soit dans l'ostéologie, soit dans l'anatomie et qu'il serait pris incessamment par le sieur Joseph Élie Pontonnier, compagnon chirurgien, un sujet pour former un squelette et par la suite, tels sujets qu'il serait convenable pour les démonstrations chirurgiques en usage dans les écoles en se conformant pour les dits sieurs chirurgiens et sœurs à tout ce qui sera de décence et surtout du silence qu'il est à propos de garder pour empêcher les plaintes qui pourraient s'élever ».

Déjà l'année précédente, le 20 mars 1767, le Bureau de l'Hôtel-Dieu était convenu avec messieurs les maîtres en chirurgie, professeurs royaux du collège, « que l'on leur livrerait les cadavres en suaire à l'ordinaire, que leur expérience faite, ils feraient rapporter les cadavres examinés, pour dans la maison dudit Hôtel-Dieu estre par eux ou gens

de leur part mis dans un cercueil par eux fourni, lequel sera enterré avec le cadavre ».

Le premier cadavre avait été celui d'un homme décédé le 19 mars 1767, « lequel de son vivant travaillait dans cette ville, de son état de cordonnier, chez le nommé Brédif, maître dudit estat demeurant rue du Godet, lequel a déclaré qu'il se nommait Saint-Pierre de la Rouvière de Bretagne ».

A ce moment, il y avait tout à faire pour organiser l'enseignement médical et les premiers maîtres durent monter de toutes pièces l'instrumentation théorique et pratique nécessitée par le Collège royal qu'ils venaient de recevoir l'autorisation d'instituer; il est intéressant de savoir avec quels ouvrages et dans quelles conditions les étudiants de ce temps apprenaient la médecine. Le 13 mai 1767, il était payé par le bureau de la charité « au sieur Billaud, marchand-libraire en cette ville, 40 livres pour différents livres de chirurgie fournis par lui, à savoir :

10 livres 10 sols pour l'*Économie animale*, par M. Quesnay, en 3 vol. »

3 livres pour un traité de saignée par le même.

6 livres pour un traité de maladies des os, par M. Petit.

8 livres pour un traité d'opérations, par M. Dionis.

et 7 livres 10 sols pour l'*Anatomie*, de M. Heyter, en 3 volumes. »

Les compagnons chirurgiens étaient tenus de donner chaque jour dans leurs chambres exactement deux leçons d'une heure aux élèves, le matin à l'issue de la visite et le soir immédiatement après le dîner. La dissection des cadavres était encore une chose tenue secrète. Il était recommandé expressément au compagnon chirurgien « de n'ouvrir aucun cadavre dans aucune infirmerie, ni autre lieu fréquenté, mais seulement sous l'apprentis de l'échauderie ».

A cette époque héroïque, l'incommodité des moyens était compensée par le dévouement des maîtres et par l'ardent désir d'apprendre des élèves. Heurteloup fit au collège de Tours ses premières armes. Mais bientôt la renommée des maîtres parisiens devait l'attirer dans la capitale.

Malheureusement, la vie de Paris était chère. Et par ailleurs la situation des parents Heurteloup s'aggravait. A cette époque en effet, les affaires allaient mal; les finances étaient dans un embarras redoutable; la soie ne payait plus. Une autre circonstance allait encore compliquer la situation du jeune étudiant chirurgien : le ménage Heurteloup était brisé. Les deux parents, ne pouvant plus s'entendre, venaient

de se séparer de corps comme de biens, se partageant les enfants.

Mais que ne peut faire la volonté d'un jeune garçon plein d'espoir, qui brûle d'augmenter son savoir et sent déjà en lui des raisons d'être ambitieux ? Les autres membres de la famille joignirent leurs ressources très modestes à celles de Jean Heurteloup pour satisfaire au désir du brillant étudiant qui déjà promettait d'apporter quelque éclat sur la famille. La généreuse Mme Boissy y joignit toutes les possibilités de son léger patrimoine. Nicolas partit donc continuer à Paris ses études, sachant sans doute que l'effort accordé par la famille ne suffirait pas à assurer son existence dans la grande ville, certain cependant qu'une question d'argent ne retient pas une volonté bien arrêtée qui a choisi sa destinée et la veut avec énergie.

Le séjour de Paris, en effet, ne fut pas pour le jeune Heurteloup, nous dit Godefroy, celui des plaisirs. Il se livra en effet avec toute l'énergie dont il était capable, aux divers travaux de sa profession dans laquelle il fit en peu de temps assez de progrès pour s'occuper lui-même de l'instruction de ses camarades. Ceux-ci, en retour, l'aidèrent par de légères rétributions à prolonger son séjour à Paris et à se mettre dans le cas d'acquérir des connaissances solides. C'est qu'en effet, à cette époque, les études déjà coûtaient cher, environ 6.000 livres selon Corlieu. En 1789, dit Liard, pour devenir Docteur régent, il en coûtait près de 7.000 livres non compris les droits d'inscriptions. L'examen de physiologie, par exemple, coûtait 900 livres; l'examen d'anatomie, 357 livres; l'examen de pratique, 1.420 livres, etc. Ces grosses sommes n'entraient d'ailleurs pas entièrement dans la bourse des facultés : outre les droits répartis par tête entre les examinateurs et les docteurs de la Faculté, il y avait de fortes dépenses pour les fêtes, festins et réjouissances, dont certains examens étaient encore l'occasion et les candidats payaient tout, vin, pâtés, feux, robes, tapisseries, décorations, bouteilles et verres cassés, pièces aux suisses de Notre-Dame, à ceux de l'archevêché, boîtes de dragées au doyen, au chancelier et à l'archevêque. Et nul ne pouvait se soustraire à ces traditionnelles cérémonies, non plus qu'aux dépenses qu'elles entraînaient.

Les études faites dans une autre faculté comptaient pour moitié à la Faculté de Paris. Les étudiants sans fortune pouvaient bien en principe bénéficier d'une remise pro-

visoire des frais de licence aux termes de l'article 29 des statuts, mais en réalité, les dispenses étaient exceptionnelles.

Cependant, en ce temps-là comme en tout temps, les étudiants pauvres qu'animait un grand enthousiasme pour leur noble carrière n'étaient point rebutés par les grosses dépenses qu'entraînaient leurs études. Ils organisaient le soir des répétitions d'anatomie, d'ostéologie, etc., pour leurs camarades plus fortunés et prélevaient une modique rétribution qui leur permettait de mener à bout leurs propres études. Larrey et Percy qui devaient plus tard, avec Heurteloup, former ce trio magnifique de chirurgiens et d'administrateurs, qui allaient mettre au point le Service de santé des armées de la Révolution et de l'Empire, eux aussi, venus à Paris sans ressources, arrivèrent néanmoins aux plus hautes situations par leur ténacité et leur courage en donnant des leçons à leurs camarades plus jeunes.

A la fin du siècle, nous dit Triaire, les grandes institutions médicales qui avaient brillé d'un vif éclat, étaient sur leur déclin. « La vieille Faculté, immobilisée dans ses orgueilleuses traditions, rebelle à tout progrès et à toute nouveauté, discréditée par ses longs conflits avec les sociétés rivales, avait vu s'éloigner d'elle l'influence et les élèves. La Société royale de médecine et l'Académie de chirurgie elles-mêmes comme si elles pressentaient leur dissolution prochaine, avaient perdu leur puissante activité et n'étaient déjà plus que des corps privés de vie. »

Mais si les institutions étaient en décadence, par contre, les maîtres étaient toujours les premiers du monde. Deux hommes, glorieux vétérans de la chirurgie, étaient célèbres entre tous : Louis et Dessault. Louis avait été l'âme de l'Académie de chirurgie. Il en était le secrétaire perpétuel et nul n'avait contribué plus que lui à son illustration. Il en avait à lui seul rédigé la plupart des mémoires et « soutenait sans fléchir le poids de son administration et de travaux qui nous étonnent aujourd'hui autant par leur nombre que par leur haute portée ». Dessault, de son côté, venait de créer la clinique chirurgicale, à laquelle il donnait un essor extraordinaire. Il avait transporté son enseignement à l'Hôtel-Dieu qui était devenu le théâtre vers lequel convergeait toute la chirurgie. « Il tenait alors réellement le sceptre de cette science et sur ses pas se pressait toute l'ardente jeunesse qui sera l'illustration du siècle suivant. »

Au point de vue de l'instruction théorique, la Faculté offrait aux étudiants cinq cours, un cours de médecine complet en deux ans, auquel était jointe l'étude de l'anatomie et de la physiologie, un cours de botanique et de matière médicale, un cours de pharmacie, un cours de chirurgie latine, un cours de chirurgie française. Mais les gens de Saint-Côme, frondeurs, assistaient peu à ces cours.

Au point de vue de l'instruction pratique, la Faculté n'offrait pas beaucoup de ressources aux étudiants. L'instruction obstétricale était nulle; l'enseignement médical était un peu moins rudimentaire, mais encore très insuffisant. Seul l'enseignement chirurgical était à la hauteur des maîtres qui le donnaient:

L'Hôtel-Dieu était particulièrement fréquenté. Chaque matin, à 6 heures en été, à 7 heures en hiver, le médecin pensionnaire visitait les malades, escorté de la religieuse de la salle, d'un chirurgien de salle accompagné du compagnon chirurgien externe et d'un garçon apothicaire. La visite prenait fin vers 10 heures et à midi « compagnons chirurgiens internes et externes faisaient invasion dans les salles pour faire les saignées, ventouses et autres opérations de chirurgie ordonnées par le médecin ». Il faut bien dire, d'ailleurs, que le monde des élèves de Saint-Côme formait un milieu particulièrement bruyant, au point que plusieurs fois on dut interdire aux élèves d'entrer dans les salles avec épées, cannes ou bâtons.

Heurteloup aimait trop le travail sérieux et l'ordre pour ne pas souffrir de cet état d'esprit. Il y resta le temps nécessaire à sa formation, puis en 1768, il entra comme chirurgien élève dans l'armée dont la discipline convenait mieux à son état d'esprit. Il ne tarda pas à s'y distinguer par ses hautes qualités au travail.

Au XVIII^e siècle, en particulier sous le règne de Louis XV, de grandes améliorations avaient été apportées et le Service de santé était réellement constitué. Un édit de 1708 avait créé à la suite des armées, dans les hôpitaux et les places de guerre, « deux cents médecins et chirurgiens majors à fonctions permanentes assistés d'un nombreux personnel d'aides-majors, de sous-aides et d'élèves. Plus tard, on assura le recrutement du personnel par la fondation d'écoles spéciales désignées sous le nom d'« amphithéâtres » où les élèves recevaient l'instruction des chirurgiens-majors des grands hôpitaux régionaux. Bien avant que Rochefort

et Corvisart aient introduit la clinique dans les hôpitaux de Paris, elle était professée dans ces établissements.

* * *

En 1770, une mission militaire fut envoyée en Corse. Heurteloup demanda à en faire partie en qualité de chirurgien. Son travail, ses aptitudes, son esprit d'observation en avaient fait un élève assez distingué pour qu'on lui confiât une part dans cette mission. Il partit donc en Corse. Il y exerça son art avec beaucoup de talent et de succès et en 1782 il était breveté en qualité de chirurgien-major de l'hôpital de Bastia. Il devait y rester jusqu'en 1786.

De son séjour de seize ans dans l'île, nous n'avons trouvé aucune trace dans les hôpitaux militaires. Il semble, à lire les récits des contemporains, qu'il y mena une existence calme et laborieuse. Il profita des avantages que lui offrait le pays pour se perfectionner dans son art et acquérir de nouvelles connaissances. Les productions naturelles qui pouvaient présenter quelque intérêt furent d'abord l'objet de ses observations. Il étudia la langue, la littérature et la musique italiennes.

En 1786, le chirurgien en chef du Grand Hôpital de Toulon, d'origine corse, désirant finir ses jours dans son île natale, sollicita de M. Heurteloup une mutation qui fut approuvée du gouvernement. Heurteloup vint donc s'installer à Toulon.

Quatre ans plus tard, en 1790, désireux de se consacrer à ses multiples recherches scientifiques, il demanda un congé. On le lui accorda avec une pension de 1.200 francs. Mais la Méditerranée lui avait plu, il demeura à Toulon où il installa ses moyens de vivre pour y mener une existence tranquille et laborieuse. Il devait d'ailleurs y laisser toute sa fortune.

II

La vie tranquille d'ailleurs ne devait pas durer. C'est la Révolution... Le pays est en pleine effervescence. Après la suppression des congrégations, la constitution civile du clergé a été votée au mois de juillet. Paris bout sous l'impulsion des nouveaux chefs de l'opinion. La Fayette et Narbonne tonnent aux Feuillants, bientôt dépassés par Danton et Desmoulins qui s'agitent aux Cordeliers. Les vieux cadres de la monarchie s'effritent, le vieux monument s'apprête à crouler. Partout l'autorité s'efface devant l'insurrection. Le ministère tient tête au roi, le commandement passe aux Girondins.

Il n'est plus question pour Heurteloup de vivre petitement de sa pension en faisant de la musique, en traduisant de l'italien ou en collectionnant des plantes. La Patrie malheureuse a besoin de toutes les énergies. En décembre 1790, Heurteloup reprend du service comme chirurgien-major à l'Hôpital militaire de Toulon. Il n'y resta que dix-sept mois mais qui lui suffirent pour sortir hors de pair. Le 7 avril 1792, Heurteloup est affecté comme chirurgien consultant à l'armée du Midi.

Treize jours plus tard, le 20 avril, la Législative déclarait la guerre à l'Autriche. C'était le commencement du grand incendie qui allait durer plus de vingt ans et embraser la vieille Europe.

Le 30 décembre 1792, on trouve Heurteloup chirurgien consultant de l'armée des Alpes, au Quartier général à Chambéry, avec Faye premier médecin, Noel chirurgien major et Castagnoux apothicaire major de l'armée. Dès cette première campagne, Heurteloup révèle son génie d'organisateur. Il dresse le tableau des diverses ambulances établies ou à établir pendant l'hiver pour l'armée des Alpes,

répartissant 1.950 lits entre huit villes, Chambéry hospitalisant à lui seul 900 malades en trois hôpitaux.

Cependant, les événements se précipitèrent; après les défaites de 1792 et la première invasion, après les victoires de Valmy et de Jemmapes, c'est maintenant la période des grands revers. Dumouriez trahit le 5 avril 1793, Mayence se voit obligé de capituler le 25 juillet. Les Anglais occupent le Nord, les Espagnols le Roussillon, les Austro-Sardes le comté de Nice; c'est l'invasion sur toutes nos frontières. A l'intérieur, la situation est aussi troublée. Successivement, les massacres de Septembre, la chute des Girondins, nos défaites successives, enfièvre Paris. On fonde le Tribunal révolutionnaire et les Comités de Salut public et de Sûreté générale. L'Ouest de la France s'insurge contre le nouvel état de choses. Bientôt tout l'Anjou est debout. La Bretagne et la Normandie fermentent. Le Midi agité de vives passions est près d'exploser : à Bordeaux, Marseille, Toulon, Lyon, la guerre civile menace de toutes parts.

Pour faire face à cet état de choses menaçant, le Comité de Salut public charge Carnot d'imprimer aux opérations une marche nouvelle. Celui-ci, aidé de ses collègues, Saint-Just, Lindet, Prieur de la Côte-d'Or et Dubois-Crancé, organise la défense du territoire. C'est la « Levée en masse » et l'« Amalgame ». Le 24 juin, 300.000 soldats sont incorporés. La levée en masse décrétée, le 23 août, fournit bientôt plus de 700.000 hommes.

On imagine aisément que le Service de santé était peu préparé à subvenir aux besoins d'une armée aussi formidable. Heurteloup qui a été appelé à Paris, est nommé le 3 mai 1793, membre du Conseil de santé, titre qu'il conserva jusqu'à sa mort. De cette nomination date, dit Godefroy, l'illustration de notre savant et respectable compatriote. Dans tous les changements, les transformations, les dénominations que prit l'autorité qui présida à la Direction du Service de santé aux armées, soit comme comité, commission, conseil ou inspection, M. Heurteloup fut toujours le moteur le plus puissant.

Pendant que l'émeute agitait les Parisiens, pendant la Terreur, Heurteloup « déploya dans ces fonctions importantes toutes les vertus et tous les talents qu'elles exigent. Excellent administrateur, probe, équitable, ami zélé de l'humanité, il put servir de modèle à ceux qui suivaient la même carrière, et malgré quelques chagrins particuliers qui durent

influer sur son caractère, il savait par des manières affables, attacher à la médecine militaire ceux en qui il reconnaissait du mérite ».

Il est agréable de penser que, pendant la Terreur, continuaient à travailler d'excellents administrateurs plus occupés d'aider l'humanité que de satisfaire aux ambitions d'un parti. C'était d'ailleurs plus que de l'administration que l'on demandait à Heurteloup. La levée extraordinaire de 300.000 hommes d'abord, la levée en masse du 24 août ensuite, n'avaient pas créé en même temps des chirurgiens compétents pour les soigner. C'est alors que Heurteloup commença cette lutte obstinée contre l'incompétence, la paresse et le désordre, lutte qui devait occuper toute son activité et qu'il devait continuer sans défaillance jusqu'à l'Empire.

Au moment où éclatait la Révolution, le Service de santé était organisé de façon remarquable et Triaire peut faire observer que « l'Ancien Régime avait trouvé la formule exacte du Service de santé en campagne et l'évacuation des malades tel qu'il fonctionne aujourd'hui dans ses grandes lignes ». Un hôpital ambulant recevait les blessés et les évacuait dès que leur état le permettait sur l'hôpital de l'intérieur le plus proche, les petits blessés étaient installés sous une surveillance en chambre dans la ville où l'hôpital était établi. Cette organisation était si satisfaisante que la France était le pays qui offrait le moins de mortalité dans les hôpitaux militaires. Au ministère de la Guerre, il y avait un comité consultatif composé de cinq médecins inspecteurs, présidé par un inspecteur général, 70 hôpitaux de charité au compte du roi ; un service d'ambulances relié aux hôpitaux sédentaires et de là aux hôpitaux de l'intérieur complétaient cette organisation.

Malheureusement, en 1788, toute cette institution devait être refondue. La Révolution surprit le Service de santé en plein bouleversement. Les hôpitaux militaires avaient été supprimés par le décret de 1788, mais les hôpitaux régimentaires qui devaient les remplacer n'avaient pas eu le temps d'être créés. Pour y suppléer, en 1792, les Assemblées décrétèrent la création d'hôpitaux militaires et d'ambulances, réquisitionnèrent les édifices publics et privés, églises, couvents, châteaux, hôtels d'émigrés avec leur mobilier. En même temps, ils rétablissent le Conseil de santé des armées, le mettent en rapport avec le pouvoir exécutif et augmentent le nombre des officiers

de santé en chef dont le contact permanent avec les commandants d'armée assure les besoins du service. La Convention vota ensuite l'autonomie du corps médical et garantit ainsi son indépendance.

Cette organisation était satisfaisante et donnait d'excellents résultats; malheureusement elle fut supprimée en l'an IV et remplacée par la conception dangereuse de la subordination du Service de santé non au commandement intéressé par son rôle même et la responsabilité qu'il encourait à sauvegarder la vie des combattants, mais à un corps spécial incompetent, empreint de fiscalité, armé d'une réglementation étroite et animé de jalousies mesquines. Ce fut là l'œuvre déplorable des commissaires de guerres et de leurs successeurs les intendants. Elle dura trois quarts de siècle.

En dépit des prodiges d'activité que déploya la Convention, l'installation dans le pays de quatorze armées n'allait pas sans de nombreuses lacunes. Pendant toute la durée de la première campagne, si les généraux ne cessaient de réclamer des vêtements et des chaussures, les médecins de leur côté élevaient des plaintes continuelles parce qu'ils manquaient de tout. On ne se doute guère aujourd'hui de ce qu'étaient les ambulances de la Révolution. Elles ne possédaient ni tentes, ni matériel de couchage, ni médicaments, ni objets de pansement, ni même et surtout d'aliments. Tout manquait en effet et le Service de santé devait suppléer par son zèle à l'incurie des commissaires de guerres. Les hôpitaux des villes étaient insalubres et les malades y succombaient dans des proportions effroyables. Les plaintes que les médecins élevaient contre les commissaires des guerres, auteurs de cette incurie désastreuse, restaient sans effet et le plus souvent elles se retournaient contre eux. Le personnel médical levé en toute hâte avait bien à sa tête un état-major de médecins de grande valeur, mais on y avait incorporé tout un personnel inférieur de jeunes gens levés sur tous les points du territoire, « élèves en médecine, bazochiens, séminaristes, religieux jetés hors du cloître par la tourmente révolutionnaire » et qui n'avaient aucune instruction médicale.

Les membres du Conseil de santé luttèrent de toutes leurs forces contre cet état de choses. Percy réorganisa les ambulances, assainit les locaux, s'efforça de rétablir l'ordre et la discipline dans les hôpitaux. Heurteloup réclama sans trêve pour obtenir que l'on ne nommât ins-

pecteur du Service de santé aux armées que des gens qualifiés. Il ne devait avoir cette satisfaction que beaucoup plus tard; c'est seulement le 2 frimaire an III qu'il put annoncer aux officiers de santé en chef de l'armée navale de Lorient la suppression par le Comité de Salut public des inspecteurs non présentés par le Conseil de santé.

Une ordonnance du 3 ventôse an II avait déjà décidé que tous les officiers de santé des armées de la République subiraient une épreuve probatoire destinée à faire apprécier leurs capacités. Mais le décret de l'Assemblée concernait aussi bien les médecins en chef que leur situation élevée ou leur réputation professionnelle ne mettait pas à l'abri d'une mesure générale. Ceux-ci étaient avisés par une lettre personnelle. Il nous paraît intéressant de rappeler celle reçue par Larrey, qui nous donne un exemple du ton dans lequel cette lettre était rédigée :

« Paris, ce 24 thermidor, an deuxième de la République Française une et indivisible.

« La Commission de santé,

« Au citoyen Larrey, chirurgien en chef de l'armée de Corse.

« La Commission de santé, citoyen, chargée par la loi du 3 ventôse de procéder à l'épure et à la classification de tous les officiers de santé des armées a pensé que pour atteindre le but de la loi, la mesure qu'elle prescrit devait être générale; et elle compte sur le civisme et sur le zèle des officiers de santé en chef pour l'aider à propager par leurs conseils et leur exemple ce principe salulaire que seul celui-là est digne de sa place qui s'empresse de se soumettre à la loi. C'est d'après ces vues, citoyen, que la commission s'est déterminée à commencer l'épure par les chefs, pour passer ensuite à leurs collaborateurs, persuadée que lorsque les chefs d'une partie sont instruits et patriotes, le service se fait toujours d'une manière efficace. En conséquence, elle a décidé que les officiers de santé en chef des armées seraient invités à faire connaître leur opinion, sur divers points de l'art de guérir et sur les bases principales du Service de santé. Nous ne doutons pas que leur opinion n'ajoute au faisceau de lumières que la loi nous charge de recueillir et de répandre. Pour faire tourner doublement au profit de la République le résultat de l'exécution de cette loi, la Commission s'empressera de publier ce qui dans leurs mémoires lui paraît le plus propre à éclairer les officiers de santé sur les points douteux dans l'exercice

de l'art et dans les diverses branches du service. La Commission espère que les officiers de santé des armées la mettront à même de présenter au Comité de Salut public le témoignage qu'elle se plaira toujours à rendre à ceux qui se seront distingués par leurs talents, leur civisme et leur exactitude.

« Le paquet ci-joint contient les points sur lesquels tu es invité à donner ton opinion; tu voudras bien la remettre à la Municipalité dans laquelle tu te trouves actuellement; elle te communiquera les propositions contenues dans le paquet avec les précautions prescrites par la loi. C'est au nom de la Patrie et du salut de nos frères d'armes que nous t'invitons fraternellement à t'y conformer... etc. »

On peut penser que malgré l'atténuation des termes, l'ordre de remettre les épreuves aux municipalités, alors étrangement constituées, put être singulièrement pénible à plusieurs des médecins en chef. Percy, chirurgien en chef de l'armée du Rhin, qui dut remettre son épreuve à la municipalité de Beuzonville, ne le fit qu'avec une extrême difficulté et ne se fit pas faute de protester vivement contre ce qui lui semblait une profonde humiliation.

A cette époque, toutes les paroles, tous les gestes doivent être soigneusement préparés. C'est le grand Comité de l'An II qui commande; Danton à son tour vient d'être évincé du Comité; c'est maintenant le règne de Robespierre qui commence. La guillotine fonctionne en permanence, Charlotte Corday, la Reine, Madame Rolland, Philippe-Égalité, les têtes tombent les unes après les autres. Le « règne de la Vertu » s'installe dans une aube de sang.

Il faut tenir compte de la couleur politique des futurs chirurgiens de l'armée : le 16 septembre 1793, Heurteloup écrit au ministre de la Guerre en le tutoyant pour demander qu'on nomme des candidats proposés par le Conseil de santé, mais il ajoute : « ...à moins que les renseignements sur leur civisme ne les en rende à jamais indignes ».

Le 17 septembre 1793, pendant que par décret les comités révolutionnaires de chaque commune reçoivent la charge de dresser dans chaque localité la « liste des suspects », Heurteloup est chargé d'une inspection à l'armée du Rhin avec son collègue Laubry. Les deux inspecteurs se rendent sans crier gare à l'hôpital militaire de Strasbourg « où deux mille malades dont dix-huit cents fiévreux sont entassés dans des salles privées d'air et de lumière... Il est inutile de vous dire ce qu'il doit résulter de cet encom-

brement pour nos frères d'armes », écrit-il dans son rapport. Le lendemain, les deux inspecteurs vont à l'hôpital des Enfants-Trouvés, où l'entassement est moindre mais où les malades sont couchés deux à deux dans les lits. Après avoir pris contact avec Villemanzo, commissaire général de l'armée et avec le citoyen Prieur, les inspecteurs rendent compte au Conseil de santé des visites préliminaires qu'ils sont obligés de faire avant d'accomplir leur tâche : « Nous avons été à la Municipalité où nous n'avons trouvé que le maire. Nous lui avons donné commission de la mission dont nous sommes chargés et nous l'avons invité comme le portent nos instructions à nous adjoindre deux commissions pour se rendre à l'Assemblée qui doit avoir lieu à l'hôpital. Il nous a promis qu'il en serait donné deux. Nous avons de même invité la Société populaire à envoyer à cette Assemblée deux commissions qui puissent nous donner des renseignements sur les différents points relatifs à notre objet. Il paraît qu'on obtiendra difficilement de faire coucher les malades seuls. Les commissaires, ordonnateurs et chargés de la police, les officiers de santé regardent cela comme impossible. »

On imagine ce que Heurteloup dût donner de lui-même pour apporter quelques améliorations à ces installations lamentables; que sera-ce dans quelques jours quand de nouveaux combats seront engagés pour sauver à tout prix la France de l'invasion ?

* * *

Les hostilités ont repris en effet. Au commencement du mois de septembre, nos armées étaient partout vaincues, notre territoire était envahi sur plusieurs points et la Patrie était menacée sérieusement. Le Comité de Salut public ayant confié à Carnot le soin d'imprimer aux opérations une marche nouvelle, celui-ci s'est immédiatement attaché à réorganiser l'armée sur des bases neuves. C'est maintenant 210 demi-brigades d'infanterie et 95 régiments de cavalerie que la France va opposer aux envahisseurs, 13 armées réparties le long de nos frontières.

La première tentative pour dégager notre frontière du Nord est malheureuse; Condé, Valenciennes, le Quesnoy, la ligne de l'Escaut tombent entre les mains des Autrichiens. Mais Jourdan remplace Houchard qui a payé de sa tête la perte du Quesnoy, car on ne badine pas avec

la Convention. Et bientôt Maubeuge assiégée est sauvée, la frontière du Nord est débarrassée de l'ennemi. A l'Est, Lazare Hoche à la tête de l'armée de Moselle et Pichegru, à la tête de l'armée du Rhin, s'attaquent aux Autrichiens de Wurmser et aux Prussiens de Brunswick pour libérer l'Alsace envahie. La lutte est rude; une première tentative des deux armées isolées échoue, mais Hoche change de tactique et rejoignant Pichegru au nord de l'Alsace, repousse enfin l'ennemi sur les lignes de Wissembourg et livre la bataille décisive du Geisberg le 25 décembre. L'Alsace est délivrée, comme la Flandre.

La victoire, hélas ! a été chaudement disputée, les champs de bataille sont couverts de morts et de blessés; l'évacuation se fait mal. Heurteloup se démène comme un diable et s'insurge contre les insuffisances du Service de santé : « Il y a eu, écrit-il, un combat assez considérable à Lauterbourg; il a occasionné beaucoup de blessés. Les évacuations qui se font journellement sur Strasbourg nous font juger de la manière dont le service est monté dans les hôpitaux ambulants. Nous sommes bien loin d'être satisfaits et le mode d'évacuation adopté ici est vicieux et barbare; on dirait que l'humanité a été comptée pour rien dans les arrangements qui ont été pris ici..., il y a vraiment du désordre; Lombard n'a pu me donner l'état des chirurgiens employés à l'armée. Il en ignore le nombre et la destination. Il en rejette la faute sur les commissaires des guerres qui font tout arbitrairement. Vous penserez comme nous, chirurgiens et chers collègues, qu'avec le règlement à la main, chacun devrait être mis aisément à sa place. Cependant, soit faiblesse, soit inconscience, soit quelque chose de plus criminel encore, ça ne va pas. »

Il écrit, le 26 septembre 1793, en parlant de son inspection à Strasbourg : « Il y avait des abus bien étranges dans l'hôpital sédentaire de Strasbourg auxquels nous croyons avoir remédié. Peu ou point d'officiers de santé étaient affectés au service de cet hôpital, de sorte que lorsqu'il en manquait pour celui de l'ambulance de l'armée du Rhin, on les prenait à l'hôpital sédentaire de Strasbourg. De là, différents prétextes pour y en supposer un nombre considérable qui peut-être n'existait pas, et s'il était question d'en envoyer au secours de l'ambulance, l'animosité présidait au choix qui se faisait. Ceux qui se croyaient lésés refusaient de partir ou sollicitaient leur changement, ce qui entraînait des lacunes et le service en souffrait. Nous

en avons été témoins. Cette forme était donc un des foyers de discorde qui existaient dans cet hôpital... Nous espérons terminer dans une couple de jours la très dégoûtante affaire qui nous a fait venir ici... »

Tout le monde rejette sur autrui la responsabilité des erreurs et l'atmosphère est tellement empoisonnée que les inspecteurs se garent d'avance contre la calomnie qui pourrait bien les menacer.

Heurteloup lui-même y pare. Il termine sa lettre en disant : « La calomnie semble avoir établi ici son empire. Elle ne manquerait pas d'en rejeter la cause sur la fixation que nous en avons faite. » Il ne manquait pas d'exemples pour justifier ses craintes; Larrey lui-même venait d'être traduit devant le Comité de Salut public et Robespierre voulait le faire comparaître devant le Tribunal révolutionnaire. Il ne dut son salut qu'à l'intervention de Barrère, son compatriote. C'est que cette fin d'année 1793 est l'époque de la première Terreur. Une faute ou une défaite vous mène à l'échafaud. Le 5 septembre, les sections sont venues demander qu'on mette la Terreur à l'ordre du jour. Fouquier-Tinville inaugure son lugubre règne; les exécutions se font en masse; le vieux Luckner, le tendre Custine, généraux malheureux, ont la tête coupée; Houchard va suivre, vétéran accusé de lâcheté au Tribunal révolutionnaire et qui déchire ses vêtements pour montrer la trace de ses 55 blessures. La foule acclame le meurtre de ses anciennes idoles; Bailly, « tête blanchie au service de la Science et de la Liberté », Manuel, Barnave, Duport, Kersaint, Lebrun, Vergniaud, Brissot..., on guillotine dans un atroce pêle-mêle, comme dit Madelin, grands seigneurs, domestiques, filles, religieuses, députés des trois Assemblées, la Du Barry et Manon Rolland; en province, certains commissaires « épurent la nation » et font « régner la Vertu », de Nantes où Carrier « châtie la Vendée », à Lyon où Collot et Fouché donnent quotidiennement aux « patriotes » le « régal » de quelques centaines de citoyens. Et pourtant, en cet hiver de 1793-1794, on n'a pas encore connu à Paris la grande Terreur qui ne se déchaînera qu'après germinal.

* * *

Cependant, la France se bat contre l'envahisseur. Le 2 octobre 1793, le Conseil de santé approuvait les mesures

prises par les inspecteurs Heurteloup et Laubry et leur demandait de revenir le plus tôt possible à Paris où le Conseil de santé était accablé de travail. C'est que si l'on trouvait de l'argent en transformant en trésors de guerre les biens des émigrés, si Barras à Marseille requerrait soudain 20.000 citoyens aisés de livrer chacun deux chemises, si Fouché à Lyon privait de chaussures la population civile, si l'arrêté du 10 novembre réquisitionnait pour la nourriture du soldat « la huitième partie des cochons de la République », l'improvisation du Service de santé rencontrait des difficultés qui pouvaient paraître insurmontables. De retour à Paris, le 8 octobre 1793, Heurteloup rédige un projet de réponse aux demandes du Comité de Salut public et de la Convention sur le règlement du service de Santé et le régime des hôpitaux. Il souligne l'insuffisance néfaste de certains commissaires de guerres, lorsque sans compétence ils se mêlent de toucher au service de Santé : « Tout le monde se plaint de l'ignorance des chirurgiens de l'armée et tout le monde se pose en connaisseur dans cet art difficile » et il ajoute en marge : « En homme libre, nous devons dire que même les représentants du Peuple près des armées ne sont pas assez difficiles sur les nominations qu'ils font en ce genre. » Un autre rapport demande « la répression des abus de pouvoir ».

Le 11 octobre 1793, Heurteloup écrit aux membres du Comité de Salut public de la Convention (Robespierre, Couthon, Saint-Just, Collot d'Herbois, Billaud-Varennnes, Carnot) pour leur présenter le Règlement rédigé par le Service de santé au moment de la déclaration de guerre. Il lutte pour que l'ordre règne dans le Service de santé; il donne à chacun des instructions précises. Le 18 octobre 1793, il demande aux citoyens représentants du peuple, composant le Comité de la Guerre, la réglementation des fonctions de chaque officier de santé, commissaires et employés.

C'est en cette même année 1793, que Nicolas Heurteloup, chirurgien consultant des armées, publie à Paris, à l'imprimerie du département de la Guerre, rue de la Michodière, n° 3, son *Précis sur le Tétanos des Adultes* qui porte en exergue ces vers d'Ovide :

Ut desint vires, tamen est laudenda voluntas
et qui débute par cet avis :

« Les officiers de santé des armées et des hôpitaux mili-

taires sont invités au nom de l'humanité et pour les progrès de l'art à envoyer au Conseil de santé, sous le couvert du ministère de la Guerre, les observations qu'ils auraient faites et celles qu'ils pourraient faire encore sur la maladie dont il est question dans cet ouvrage. »

Le Conseil de santé prit connaissance de cet ouvrage et en demanda l'impression : « Le Conseil de santé, après avoir entendu le mémoire du citoyen Heurteloup sur le tétanos, considérant combien cette maladie a de dangers et de difficultés dans le traitement, considérant l'utilité des recherches que le citoyen Heurteloup a consignées dans son mémoire, arrête que le manuscrit sera adressé au citoyen Ministre avec invitation de donner des ordres pour qu'il soit imprimé aux frais du Département de la Guerre, au nombre de 2.000 exemplaires, afin de les distribuer aux officiers de santé. Le 4 septembre 1793, deuxième de la République une et indivisible, les membres du Conseil de santé, Pelletan, Daignan, Parmentier, Lassis, Costes, Laubry, Dezoteux, Bayen, Leboudidier, Pelletier, Biran. »

On ne peut se retenir d'admirer qu'en dépit d'un labeur écrasant l'administrateur ait pu s'effacer devant l'homme de science et qu'au moment d'une des heures les plus cruelles et les plus tourmentées de notre histoire, le médecin ait conservé la sérénité d'esprit nécessaire à l'élaboration d'un livre scientifique. Mais c'est que Heurteloup n'est pas un politique qui suit une faction, c'est un officier qui sert sa Patrie en lui conservant des soldats, plus, c'est un médecin qui sert « au nom de l'humanité » en conservant des vies humaines et comme il le dit, « pour les progrès de l'art ».

III

L'année suivante est une année cruciale pour la Révolution et pour la France. Robespierre a imposé sa dictature au Comité de Salut public. C'est la grande Terreur. Mais, dans la Convention tremblante d'effroi, quelques hommes sentent le couteau fatal sur leur tête et vont s'attaquer au tyran. La chute des Jacobins prépare l'avènement du Directoire. A l'extérieur, la situation va se rétablir.

Le 26 mai 1796, Bonaparte, général encore obscur, prend à Nice le commandement de l'armée d'Italie et avec sa petite armée de 36.000 hommes, il va en quelques jours séparer les deux armées autrichiennes et piémontaises; c'est Montenotte, Millesimo, Diego, Mondovi, Lodi... La Lombardie est conquise un mois après le commencement de la campagne comme il l'avait annoncé. L'armée autrichienne s'étant réfugiée dans le Tyrol, Bonaparte met le siège immédiatement devant Mantoue située au milieu de marais très étendus au confluent du Pô et du Mincio. Mais le pays est malsain, les soldats souffrent du climat. Des épidémies de typhus éclatent dans l'armée. Le pays ne comprend pas d'hôpitaux. Il faut tout créer.

Heurteloup publie, le 23 mai 1796, l'*Avis sur les moyens de conserver ou de rétablir la santé des troupes à l'armée d'Italie*. Ce mémoire, conservé au musée du Val-de-Grâce, est un manuscrit de 67 pages signé des inspecteurs généraux du Service de santé, Heurteloup, Costes, Bayen, Parmentier, Villert, Verger, Binome. C'est un petit traité d'hygiène, de médecine préventive et de thérapeutique à l'usage des officiers de santé de l'armée d'Italie. L'auteur rend d'abord hommage à l'habileté du général Bonaparte dont la rapidité de conquête a dépassé celle de César : « On a comparé à la rapidité des conquêtes de César la marche impétueuse

et triomphale de l'armée française en Italie; le général romain ne vainquit qu'après avoir vu : sous le commandement de Bonaparte, la victoire précède l'observation. Le militaire, entraîné par l'enthousiasme et le succès, se sent au-dessus des privations. L'officier de santé, environné de traits de bravoure et de force, est tenté de croire que le courage rend invulnérable et qu'en avançant à grands pas dans le chemin de la Gloire, il se rend inaccessible aux influences de la fatigue, du climat, de la saison. » « Mais il faut se mettre en garde contre cette assurance, etc. ». L'auteur de ce mémoire, qui est vraisemblablement Heurteloup, se propose de donner quelques avis qui sont le fruit de l'expérience, de la lecture et de la réflexion. « Ils sont dictés par l'intérêt qu'inspirent les soldats de la Liberté auxquels la nation ne saurait être assez reconnaissante. » Les armées françaises ont pénétré victorieusement en Italie, mais elles ont été bientôt victimes de la chaleur et des autres influences pernicieuses du climat. L'air de l'Italie du Nord ne paraît pas malsain, en six ans de guerre, nos soldats s'y sont habitués. Suivent quelques notions topographiques et des considérations sur l'influence du climat sur les maladies : En Piémont, les variations rapides de température prédisposent aux maladies catarrhales; le vent du Midi apporte des fièvres mais on peut s'en guérir en allant respirer l'air des Alpes. La ville de Suze est désolée à la fin de l'été par des fièvres intermittentes parce qu'elle n'est pas balayée par les vents d'Est et du Nord.

Au voisinage des rivières, les fièvres sont fréquentes.

Les eaux minérales d'Aqui sont efficaces contre les rhumatismes et les douleurs qui suivent les blessures.

Dans le Milanais, généralement sain, les eaux stagnantes sont des causes d'insalubrité, ainsi que dans la région de Mantoue. A Rome, séjour agréable, il fait froid en décembre et janvier et les affections catarrhales y sont fréquentes. Les fièvres sont constantes dans les Marais Pontins. Rome a été désolée par plusieurs épidémies de peste.

L'auteur rend justice aux médecins italiens qui ont éclairé les pouvoirs publics et obtenu le rétablissement des anciens aqueducs et l'assèchement des marais.

La région de Naples est généralement salubre, mais l'auteur rappelle que l'épidémie de peste de 1527 fut désastreuse pour les armées françaises commandées par le général Lautrec qui y succomba.

Redouter les exhalaisons délétères de Cumes et de Pouzoles et la morsure de la tarentule en Calabre.

Les conseils d'hygiène sont pleins de bon sens : se protéger contre la chaleur excessive du jour, la fraîcheur de la nuit ; éviter les émanations des eaux stagnantes. Éviter les excès alimentaires, les liqueurs fortes, les excès vénériens. L'alimentation doit être plus végétarienne que carnée. L'emploi des citrons et des oranges est recommandable, mais le melon donne la diarrhée. Corriger l'eau avec du vinaigre. Boire à la fin de la halte et non au début quand le soldat est en sueur. Ne pas faire marcher les troupes aux heures de grandes chaleurs.

Dans les pays marécageux, l'air est surtout insalubre à la tombée de la nuit ; à ce moment abriter les troupes ; ouvrir les tentes à l'Est et au Nord ; les recouvrir de branches verts. Camper au voisinage de l'eau courante, veiller à la salubrité des eaux de boisson, à la propreté des camps et des latrines. Changer de camp si l'état sanitaire y devient mauvais. Préférer les séjours aux champs plutôt que le séjour à la ville. User de la natation, des bains, des frictions ; alterner sagement l'exercice et le repos : la santé est une question d'équilibre.

La thérapeutique est esquissée : les maladies inflammatoires ne commandent que rarement la saignée chez le soldat qui usera abondamment de limonade tartrique. Les dysentériques seront mis à l'hôpital et traités par la saignée, les antiphlogistiques, parfois les purgatifs. Comme médicaments, la thériaque, l'ipéca, le simarouba, le quinquina, les opiacées. Saigner dans les fièvres humorales ; donner l'émétique dans les synoques putrides à fièvres bilieuses ou gastriques ; les fièvres malignes et subintrantes seront traitées par le quinquina. Ne renvoyer les galeux qu'après la victoire.

Tel est l'essentiel de ce petit traité bourré, comme on le voit, d'intéressantes observations et de conseils du plus grand bon sens.

L'année précédente, le 21 floréal an III, Heurteloup avait envoyé un rapport sur le Vent du Boulet :

« ...Le signal du combat est donné ; le combat se fait entendre, le boulet part, un homme foudroyé tombe mort sur le champ de bataille, on l'enlève, on l'examine avec soin, on ne trouve aucune marque extérieure de blessure, on dit que c'est le vent du boulet qui l'a tué... Le citoyen Duport, chirurgien en chef de l'armée du Rhin et renfermé

à Mayence pendant le siège, ne croit point aux prétendus effets de la percussion de l'air. Il veut que les effets soient causés par l'étincelle électrique. La manière dont il présente cette idée m'a paru digne de fixer l'attention. En allant le 5 juin porter secours au général Meunier, le citoyen Duport dut traverser le Rhin qui était le centre où les feux se croisaient; ce fut là qu'il éprouva ces effets (électriques) d'une manière sensible. Il vit plusieurs gros poissons flottant sur le fleuve les uns morts, les autres respirant encore; s'en étant fait présenter plusieurs, il ne reconnut aucune blessure et il attribua leur état à l'électricité... Tous les corps sont électrisables par le frottement. N'est-il donc pas possible que le boulet, éprouvant un frottement considérable dans une atmosphère très électrisée, se charge lui-même d'une grande quantité de fluide électrique et qu'en passant près d'un homme électrisé en moins, il lui lâche une étincelle qui produise les accidents en question... »

Le 9 vendémiaire an VI (30 septembre 1797), avec ses collègues Costes et Verger de l'Inspection générale du service de santé, Heurteloup transmet un rapport sur la maladie et la mort du général Hoche, commandant de l'armée de Sambre et Meuse; d'après le procès-verbal d'autopsie rédigé par Duport, chirurgien en chef de la dite armée, Hoche « était affecté d'une maladie dont le siège était le foie; elle s'est ensuite propagée aux autres principaux viscères du bas-ventre et de la poitrine et la cause de cette maladie était ancienne ». Il rédige en outre le 19 frimaire, avec Villar et Verger, le procès-verbal d'examen des pièces prélevées lors de l'autopsie du général, mais, fait digne de remarque, le foie ne figure pas parmi les pièces. « Ils sont persuadés, écrivent-ils, que la cause de la maladie qui a terminé les jours du général Hoche était ancienne et que le siège principal de la maladie était dans le côté droit et dans le foie d'où les accidents se sont propagés aux parties environnantes. » Après quoi, les pièces extraites sont remises à Thillaye et à Touret, « commissaires nommés par l'École de médecine de Paris pour les recevoir en conformité de l'ordre remis par les ministres de l'Intérieur et de la Guerre aux citoyens composant l'Inspection générale du Service de santé aux armées, 8 frimaire an VI ». Aujourd'hui, malgré toutes ces apostilles, le diagnostic de la fin dramatique de Hoche n'est pas élucidé et les thèses les plus contradictoires continuent à s'affronter (R. Mercier).

Entre temps, Heurteloup ne perd pas de vue la tâche à laquelle il s'est attaché. Il lutte sans relâche pour mettre de l'ordre dans le Service de santé. Il s'acharne à l'affranchir de la tutelle des commissaires, insistant sur la nécessité d'attribuer les hôpitaux militaires au ministre de la Guerre et à celui de la Marine, demandant avec force que la compétence seule préside à la nomination des futurs chirurgiens.

Larrey, dans une lettre, nous le montre à Toulon en germinal an III, procédant à l'examen des jeunes chirurgiens des hôpitaux militaires et de l'armée.

* * *

Cependant, la victoire décisive de Rivoli sur l'armée d'Alvintzy, la capitulation de Mantoue, la défaite de l'archiduc Charles a contraint l'Autriche à signer l'armistice de Léoben, puis le traité de Campo-Formio, le 17 octobre 1797. La nouvelle du traité, portée à Paris par Berthier et Monge, y cause une joie universelle. Bonaparte, revenu d'Italie via Radstadt et descendu « chez sa femme », est l'objet d'un enthousiasme extraordinaire.

Heurteloup rentre également à Paris où l'attendent sa femme et ses enfants (son fils Stanislas est alors âgé de 4 ans). Mais l'autorité qu'il a acquise au Conseil de santé lui vaut des jalousies. A peine est-il arrivé qu'il doit se défendre contre les calomnies. Le 21 frimaire an VI, il écrit au Directoire, en rappelant sa situation de fortune. De 1792 à 1797, il a fait « toutes les campagnes de la liberté ». « ...Le citoyen Heurteloup a perdu toute sa fortune à Toulon lors de l'invasion de l'ennemi. Elle était le fruit de ses épargnes de trente ans. Le Directoire a eu sous les yeux les preuves de cette spoliation. Il n'a plus, pour faire subsister sa femme et ses enfants, que la place que la calomnie voudrait lui faire perdre. » Or, le traitement des officiers de santé ne permet point une vie luxueuse. On trouve dans les cartons du Val-de-Grâce un état des services des membres de l'Inspection générale du Service de santé. Les renseignements étaient fournis par les intéressés eux-mêmes. La pièce doit dater de 1794. On y lit :

« Nicolas Heurteloup, 44 ans, chirurgien.

« Services avant la Révolution : 22 ans ;

« Services depuis la Révolution : 10 ans (?) ;

« Membre du Conseil de santé depuis l'an I de la République;

« Attaché au Service militaire depuis 1769;

« Envoyé en inspection aux armées. »

Il gagnait alors 7.200 francs par an. Encore, les membres du Conseil de santé avaient-ils dû lutter pour conserver leur traitement. Le 26 mars 1796, à la suite de la suppression du Conseil de santé, ils durent demander la continuation du paiement de leur traitement en raison des services rendus.

La situation officielle de Heurteloup n'aura d'ailleurs pas à souffrir des vexations qui le menacent. La politique de la France n'est plus soumise aux tracasseries d'un gouvernement impopulaire et versatile : le 18 brumaire an VIII, le pouvoir est passé aux mains du jeune général victorieux, le Consulat a remplacé le Directoire, Désormais, le génial soldat qui a pris à tâche de relever par l'ordre et la discipline les ruines de la Convention ne laissera dans l'ombre aucun mérite.

Le Val-de-Grâce conserve, daté de brumaire an VIII, un rapport du ministre de la Guerre sur les attributions du Conseil de santé et l'organisation de son Bureau : Costes, Heurteloup et Parmentier auront le Nord et l'Est depuis Calais jusqu'à Genève, comprenant l'armée du Rhin, celle de Batavie, et dans l'intérieur, les 1^{re}, 2^e, 3^e, etc., 17^e, 18^e, 24^e, 25^e et 26^e divisions militaires.

Un décret du 12 germinal an VIII, signé du Premier Consul nomme Heurteloup, Costes et Parmentier, officiers de santé en chef des armées, membres du Conseil de santé. Heurteloup va prendre dans le travail du Conseil de santé un rôle de premier plan. Le 18 germinal, le ministre de la Guerre, Bernadotte, est sollicité de laisser Heurteloup au Conseil de santé et de lui substituer Imbert comme chirurgien de l'armée de réserve.

Au Service de santé, tout reste à faire encore, car on est en train de reconstruire sur des ruines. Or, le grand maître de l'heure veut des réalisations rapides et définitives dans tous les domaines. Les membres du Conseil de santé produisent une somme de travail écrasante sans préjudice de leurs autres occupations professionnelles. Nos trois nouveaux nommés jugent que leurs appointements ne sont plus à l'échelle du travail fourni; le 24 fructidor, ils proposent que leur traitement soit élevé à 10.000 francs par an.

Le Premier Consul ne lésine pas quand le travail est fait; or, le temps presse, le ciel politique s'est couvert à nouveau; une nouvelle campagne de guerre va s'ouvrir, les hostilités reprennent en effet sur le continent.

La politique extérieure du Directoire et la fondation des cinq Républiques, Batave, Cisalpine, Helvétique, Romaine, Parthénopéenne, trop vassales de la France, ont déclenché la formation d'une seconde coalition; le Congrès ouvert à Rastadt en octobre 1797 est rompu. L'Angleterre, l'Autriche et la Russie se préparent à envahir à nouveau la France en attaquant sur tous les points à la fois. Heurteloup, qui devait être nommé premier chirurgien en chef des armées en septembre 1800, a pris au Conseil de santé une place prépondérante; il va, dans toute cette campagne, s'attacher à coordonner les efforts de tous les membres du Service de santé, du plus petit au plus grand auxiliaire, adaptant les réformes nouvelles à la pratique journalière, veillant à l'exécution des disciplines à tous les étages de la hiérarchie sanitaire. Il est admirablement secondé dans sa tâche par deux hommes dont les noms émergent au niveau du sien dans l'histoire du Service de santé sous l'Empire, Percy et Larrey. Percy, né en 1754 à Montagney, en Franche-Comté, était chirurgien en chef de l'armée du Rhin. Il fit une carrière particulièrement brillante. Il représenta le département du Doubs à la chambre éphémère des Cent jours et fut mis à la retraite après le second retour des Bourbons. Il est l'auteur, entre autres choses, d'un *Manuel du Chirurgien d'armée* et d'un volume sur la *Pyrotechnie chirurgicale pratique*. Larrey (Dominique-Jean), né à Beaudeau, près de Bagnères-de-Bigorre, en 1766, est la figure sans contredit la plus marquante de la Chirurgie militaire de cette époque. Parti en Amérique en 1788 en qualité d'aide-chirurgien, nommé aide-major à l'armée du Rhin en 1792, il devint ensuite chirurgien de la Grande Armée qu'il suivit en Corse, en Égypte, en Allemagne, en Russie, enfin jusqu'à Waterloo où il fut blessé et fait prisonnier. Membre d'un grand nombre de sociétés savantes, professeur au Val-de-Grâce, enfin chirurgien en chef de l'hôpital du Gros-Caillou et des Invalides, il laissa le souvenir d'un homme bienfaisant, du citoyen sincèrement dévoué à son pays, du médecin profondément convaincu de l'importance et de la noblesse de sa profession. Il a laissé une quantité de mémoires et de relations scientifiques dont la plus grande part présentent encore maintenant un réel intérêt;

on a de lui en outre un grand nombre de documents sur l'épopée napoléonienne dont les historiens de l'Empire ne savent pas assez la richesse. Sa vie nous a été savamment racontée par Paul Triaire. Elle est un magnifique exemple.

Entre autres innovations utiles apportées au Service de santé par ces deux hommes, il en est une qui devait prendre une importance capitale, c'est l'institution des corps de chirurgiens ambulants. Avant la Révolution, les ambulances se composaient de lourdes voitures tirées par 40 chevaux et qu'on chargeait d'un énorme matériel. Le personnel comprenait 134 employés dont 41 chirurgiens ou élèves et 31 infirmiers. Cet hôpital ambulant était prévu pour une armée de 20.000 hommes et le chiffre des malades hospitalisables dans ces formations était compté pour un dixième de l'effectif. On imagine aisément toutes les difficultés que pouvait présenter le déplacement de cette pesante machine sur des routes aussi mal entretenues que pouvaient l'être celles de la France de la Révolution. Un peu plus tard, on adopta un modèle de chariot suspendu à quatre roues et qui pouvait contenir trois malades sur chaque rang. Il devait y en avoir un pour 1.000 hommes d'effectif. Ce fut cette réglementation qui fut adoptée, avec des perfectionnements successifs, quand la guerre embrasa toute l'Europe. Mais ce système offrait une grave lacune : en vertu des ordonnances militaires, les ambulances devaient se tenir à une lieue de l'armée. Les blessés restaient sur le champ de bataille jusqu'après le combat. On les réunissait alors dans un local favorable où l'ambulance se transportait dès que l'issue de la bataille le permettait. Mais entre l'ambulance et les troupes combattantes s'interposait vite toute la masse des équipages et des gens de suite, de sorte que la marche était extrêmement ralentie et qu'il fallait parfois vingt-quatre heures ou plus pour arriver aux blessés ; aussi la plupart mouraient-ils, faute de soins. La République avait créé des batteries d'artillerie volante qui se portaient avec une extrême vitesse partout où cela paraissait nécessaire pendant le cours du combat... Larrey et Percy voulurent avoir un moyen de secourir les blessés aussi rapide que les moyens de destruction et, à côté de l'artillerie volante, ils inventèrent l'ambulance volante. Elle se composa d'abord de trois chirurgiens et d'un infirmier, bien montés, suivis de chevaux garnis de bâts et de paniers pour emporter les blessés. Bientôt les chevaux de bât furent remplacés par de petites voitures légères. Ce système

se développa très vite sur des bases plus larges. Le Conseil de santé en approuva l'établissement. L'ambulance comprenait trois divisions qui formaient, sous le nom de « Légion de l'ambulance volante », un service d'ensemble dirigé par un chirurgien en chef de l'armée. Chaque division comprenait un chirurgien major commandant, deux aides-majors, douze sous-aides et un personnel administratif et militaire important; économes, agents d'administration, infirmiers à cheval, infirmiers à pied. Le tout comprenait 340 hommes. L'unité divisionnaire avait à sa disposition 12 voitures légères et 4 pesantes bien suspendues. Les voitures légères étaient attelées de 2 chevaux. Elles pouvaient recevoir 2 blessés couchés. Les autres étaient attelées de 4 chevaux et pouvaient contenir 4 blessés couchés. Des fenêtres convenablement placées permettaient une aération satisfaisante. L'une des parois était mobile, ce qui permettait d'y introduire très simplement un blessé étendu. Des poches situées dans les cloisons pouvaient donner place au matériel sanitaire nécessaire. Tout cela était très mobile et composait un instrument des plus maniables aux mains des chefs de service. Se subdivisant en un grand nombre de petites unités, il pouvait sans encombrement suivre les postes avancés jusque dans leurs mouvements les plus rapides. Chaque officier de santé portant les objets nécessaires pour apporter les premiers soins, ayant avec lui un infirmier à cheval et une voiture légère attelée d'un seul cheval pouvait pénétrer partout, recueillir les blessés et les transporter rapidement jusqu'au fourgon d'ambulance. Le fourgon les transportait alors vers l'ambulance centrale établie hors du théâtre des opérations. Cette organisation pouvait en toutes circonstances fonctionner avec une précision remarquable. Percy créa un corps d'ambulanciers à qui on donnait une instruction spéciale et qui furent chargés du soin de relever les blessés sur le champ de bataille. C'était l'ébauche de l'institution des brancardiers qui commença à fonctionner en Allemagne et qui devait être adoptée définitivement en 1813.

La campagne commencée par des revers se terminait par la victoire de Moreau à Hohenlinden et par la seconde invasion de l'Italie sous le commandement prestigieux de Bonaparte. La paix de Lunéville en 1801 et la paix d'Amiens en 1802 terminaient la guerre.

Les Français vont connaître maintenant une ère de paix et de prospérité. La France essoufflée s'est donnée tout

entière au grand général qui lui a apporté la paix à l'extérieur, l'ordre à l'intérieur et qui lui donne l'assurance de maintenir, avec les conquêtes militaires sur l'étranger, les conquêtes civiles de la Révolution.

* *
* *

Entre temps, un événement important était intervenu dans la vie de la France médicale, la fondation de la Faculté de Médecine, le 18 fructidor an VIII. Le gouvernement révolutionnaire, par haine des Corporations, avait supprimé, le 8 août 1793, toutes les institutions médicales et anéanti du jour au lendemain les facultés, les écoles, les sociétés royales de médecine et de chirurgie. La nouvelle Société allait reprendre l'œuvre détruite par la Convention et « montrer à l'Europe que le génie scientifique de la France était loin d'avoir sombré au milieu des ruines accumulées par la Révolution. Les médecins militaires prirent une part considérable à ce mouvement. Ils furent, dit Triaire, « le lien par lequel la chirurgie du siècle se rattache à l'armée ». « ...C'est du champ de bataille que dateront désormais ses progrès. » Déjà des hommes d'action, Percy, Lombard, Heurteloup, Larrey ont donné le signal des innovations heureuses; ils ont simplifié l'instrumentation chirurgicale, amélioré les méthodes de pansement, imaginé de nouveaux procédés opératoires, perfectionné les anciens et révolutionné la chirurgie de guerre par leur création des ambulances volantes. Mais ces virils, ces hommes de guerre restent des savants, des maîtres que le désir de faire partager aux jeunes leurs acquisitions et leur foi devait ramener à l'enseignement à leurs rares moments de repos. A l'hôpital d'instruction du Val-de-Grâce, devenu le temple de la chirurgie moderne, ils donnent à l'enseignement clinique une part considérable. Une fois par semaine, dans chaque service, après la visite des malades, une conférence est faite sur les cas les plus intéressants. Les professeurs eux-mêmes assistent à la présentation des malades et à la conférence et chacun d'eux, après avoir entendu les commentaires du chirurgien traitant, reprend les faits exposés et les discute. Les opérations se pratiquaient à l'amphithéâtre en présence des professeurs et des élèves. Elles étaient précédées par une analyse des faits pathologiques qui les motivaient et de l'exposition de la technique opératoire qui serait mise en œuvre.

Les chirurgiens de cette époque, « hantés par le souvenir de l'Académie de chirurgie qui avait été la plus remarquable institution scientifique du XVIII^e siècle et avait groupé en corps tous les chirurgiens du royaume », rêvaient de la reconstituer au Val-de-Grâce, sinon pour tous les chirurgiens de la République, au moins pour tous les officiers du Service de santé à l'armée. Ils ne devaient pas avoir la satisfaction de voir la réalisation de leurs projets.

Heurteloup prenait une part active aux travaux de la société nouvelle. Sédillot, secrétaire général de cette société, devait écrire : « Que ne nous est-il possible de rappeler tous les services qu'il a rendus à la science comme à la médecine, de dire combien il a éclairé de questions sur des sujets mis à la discussion dans le sein de la Société de médecine, de mentionner tous les mémoires, toutes les dissertations, tous les rapports dont il a enrichi le Recueil des travaux de cette compagnie, de faire connaître tous les ouvrages qu'il a publiés et ceux qui sont restés inédits. »

En 1802, peu après l'introduction de la vaccine en France, il avait publié un *Rapport de la Commission chirurgicale de Milan sur la découverte de la vaccine*, traduit de l'italien, en vertu des ordres du Gouvernement cisalpin, ou résultat des observations et expériences sur l'inoculation de la vaccine faites dans le grand hôpital de la même ville, avec des notes sommaires et analytiques des meilleurs écrits publiés sur cette importante question (Paris, Testu, an X).

En 1807, il publie une notice sur Manne, premier chirurgien en chef du 6^e arrondissement au port maritime de Toulon, lu à la séance publique de la Société médicale de Paris le 1^{er} novembre 1807 (in-8, Berlin, 1808). Ce travail a été reproduit dans le *Recueil de la Société d'agriculture, sciences, lettres et arts d'Indre-et-Loire* de 1809, p. 75.

On a de lui également : *Réflexions sur un Rapport de chirurgie légale*, imprimé dans le 2^e volume du Recueil des travaux de la société et qui forment, dit Sédillot, « un chef-d'œuvre de logique et d'érudition digne de servir de modèle aux légistes ».

Il a publié encore des *Réflexions sur le tic douloureux de la face*.

Ses travaux personnels, la part très grande qu'il prit aux discussions, l'autorité que tous s'accordaient à lui reconnaître, lui valurent d'être nommé président de cette société.

Le 14 juin 1804, il était nommé chevalier de la Légion

d'honneur. Et la même année, il était promu Inspecteur général du Service de santé aux armées.

Les préoccupations scientifiques n'empêchaient d'ailleurs pas Heurteloup de donner le meilleur de son temps au Service de santé, inspectant les hôpitaux, veillant à réprimer les abus et à faire régner l'ordre et la discipline. La tâche est quelquefois rude; il se heurte à l'inertie des uns et au mauvais vouloir des autres. Mais il entend qu'on exécute ses ordres. Une lettre manuscrite conservée à la bibliothèque municipale de Tours nous le montre aux prises avec les commissaires des guerres. Cette lettre fut malheureusement détruite avec tant d'autres souvenirs précieux dans le bombardement de la ville en juin 1940. Nous nous félicitons d'avoir pu en prendre une copie avant sa destruction. Heurteloup avait été chargé par le ministre de la Guerre de lui faire un rapport sur les causes de la mortalité qui existait à l'hôpital militaire de Paris et d'aviser aux moyens susceptibles d'en arrêter les progrès. « ...Parmi ceux que je conseillais dans le dit rapport, il aurait été ordonné que les lits et les rangs de lits seraient placés à la distance convenable et telle qu'elle est prescrite Section II, titre I du règlement du 24 thermidor an III.

« Le paragraphe 5 portait qu'il serait pratiqué des ventouses au-dessous des croisées, dans les salles où il en manque. Le paragraphe 6 enfin marquait la nécessité que la salle des détenus, adossée à l'église fut évacuée, jusqu'à ce qu'on eût fait les réparations nécessaires pour enlever la cause de l'humidité qui existait. Ces propositions ayant été renvoyées pour exécution au commissaire ordonnateur de la première division militaire, le commissaire des guerres adjoint qu'il en a chargé a cru devoir se concerter avec le Conseil d'administration et les officiers de santé en chef dudit hôpital et tous ensemble, ils ont dressé un rapport dans lequel ils éludent l'exécution des susdites dispositions.

« 1^o Parce que les lits ont été déposés comme ils sont par suite d'une délibération prise en l'an IX par le Conseil d'administration et les officiers de santé en chef; que cette disposition offre un coup d'œil plus agréable, qu'on est flatté de voir au milieu d'une salle un grand espace libre pour le service et la promenade des malades...

« 2^o La proposition des ventouses serait rejetée parce que les croisées sont très basses et au niveau des paillasses, que d'ailleurs les salles en seraient plus fraîches en hiver.

« 3^o Enfin, celle qui concerne la salle des détenus serait pareillement rejetée parce que l'extrême humidité qui régnait dans cette salle, lorsque l'Inspecteur général y a fait sa visite, peut être attribuée à la saison extrêmement pluvieuse, que d'ailleurs cette humidité n'est déjà plus aussi forte depuis que l'on a fait des réparations à la toiture.

« Ces objections qui équivalent à un refus d'exécuter, le directoire des hôpitaux à qui elles ont été renvoyées les a soumises à Son Excellence et il a proposé de les approuver, se fondant sur ce que le commissaire des guerres adjoint les appuyait.

« L'un des signataires de cette note, le général Guy Constard Saint-Lo, a cru devoir indiquer à Son Excellence un acte de justice en lui proposant de ne prononcer qu'après avoir entendu l'Inspecteur général qui avait fait la visite. Le ministre a daigné écrire de sa main « Je veux bien qu'on communique à Monsieur Heurteloup ». Le sous signé se voit donc obligé de justifier de ses motifs.

« Il a l'honneur de faire d'abord une observation générale : c'est que l'ordre qu'il avait reçu annonçant de la part du ministre une prompte exécution et d'avoir de suite des renseignements utiles, il ne crut pas que dans une simple visite du matin, faite à l'hôpital de Paris et en quelque sorte très précipitée, il pouvait rassembler à lui seul et sans rien oublier tout ce qui devait remplir les intentions du ministre. Pour obvier à cet inconvénient, il prit le parti, après avoir suivi chacun des médecins à sa visite, de réunir les chefs de service dans la salle de la direction et ce fut conjointement avec eux qu'il jeta sur ce papier le sommaire des propositions qu'il a faites. Celles, paragraphes 4 et 5, furent spécialement appuyées par les médecins. Il doit même dire, qu'ayant terminé son rapport, il le lut à son confrère Desgenettes qui venait de faire une inspection particulière, lequel ne fit aucune objection. Il n'a donc pas été peu surpris de voir que le commissaire des guerres adjoint appuyait ses assertions de l'opinion des officiers de santé en chef du Val-de-Grâce, opinion qui se trouvait absolument en contradiction avec ce qu'ils avaient proposé eux-mêmes. L'Inspecteur général a dû demander que les lits des malades fussent placés comme le prescrit le règlement; en rappeler l'exécution pure et simple, ce n'était pas avoir l'intention de provoquer la sévérité du ministre contre des hommes soumis à la loi, qui ont délibéré pour s'y soustraire en plaçant ces lits arbitrairement et d'après leur volonté. Mais aujour-

d'hui qu'on ose se vanter de cette résistance aux volontés du Gouvernement, qu'on s'en fait même un appui contre celui qui a mission pour en surveiller l'exécution, ce sera à Son Excellence à peser, dans sa sagesse, ce qu'il faut prononcer sur une telle conduite. L'Inspecteur a proposé de faire des ventouses au-dessous des croisées qui n'en avaient pas, et cela d'après l'avis des officiers de santé en chef. Il ne s'attendait guère qu'eux-mêmes objecteraient que les croisées étant au niveau des paillasses, la mesure proposée devenait inutile. Et c'est positivement parce que ces croisées ne descendent pas plus bas qu'il est important d'y suppléer en facilitant la circulation de l'air au-dessous des paillasses. Car ces messieurs n'ignorent pas que dans une salle de malades comme ailleurs, l'air le plus surchargé de corpuscules hétérogènes, l'acide carbonique plus pesant que l'air et qui est l'un des plus grands ennemis des corps vivants, se trouve par les lois de la pesanteur le plus rapproché de la terre. Or, comme tout est relatif, l'air le plus malsain dans les salles de malades doit être sous leurs lits. Il est donc important d'employer des moyens propres à l'en chasser, à l'en renouveler. C'est un puissant suppléant aux fumigations de Guyton de Morvan qui ne peuvent pas se répéter aussi souvent qu'il le faudrait. Les motifs allégués contre la proposition de faire disparaître de la salle des détenus l'humidité considérable qui en couvre les murs sont si peu admissibles, qu'on ne s'occupera pas de les réfuter. On croit devoir se contenter d'observer que cette grande humidité est avouée par les opposants qui disent eux-mêmes que malgré les réparations déjà faites, cette humidité quoique moindre existe encore. Si elle existe, réparez mieux et elle n'existera plus.

« Le soussigné persiste à croire qu'il était très fondé à faire les propositions qu'il réitère. Il espère que la justice du ministre, n'y voyant que le bien du service et la santé des malades, en ordonne la prompte exécution. Il appuie au surplus la proposition qui a été faite de supprimer la chambre des infirmiers établis dans les salles. Il avait l'intention de le faire dans son premier rapport : elle lui est échappée... »

Nous avons cru intéressant de citer tout au long cette lettre car elle montre bien le caractère de notre homme. On y découvre sa solide logique et la fermeté éclairée de l'homme qui n'a pas peur de prendre ses responsabilités.

Ainsi Heurteloup partage son temps entre ses occupations officielles et la participation aux travaux des sociétés savantes, car cet homme de guerre continue de s'intéresser à toutes les sciences, non seulement la médecine qui reste son occupation majeure, mais la botanique, l'agriculture, la chimie, la minéralogie.

IV

Malheureusement, la paix féconde ne devait pas durer, et bientôt à nouveau, l'activité des chirurgiens allait se porter sur les champs de bataille. L'Empereur, prisonnier des conquêtes de la Révolution qu'il s'était engagé à garder et pour lesquelles la France lui avait donné pleins pouvoirs, allait être contraint, pour défendre ces conquêtes, de faire sans cesse la guerre, de se fixer dans une lutte gigantesque et toujours renaissante contre une Europe jamais résignée, contre la tenace Angleterre, surtout, pour qui les Français en Belgique représentaient une menace de mort.

C'est alors la campagne fulgurante de 1805, la Grande Armée se transportant comme l'éclair des bords de la mer du Nord aux bords du Rhin, la capitulation d'Ulm, les Français à Vienne, Austerlitz, le traité de Presbourg.

Puis c'est la Prusse, fière de ses traditions militaires, qui, l'année suivante, oubliant le tonnerre d'Austerlitz, croit pouvoir braver le terrible Empereur et s'écroule lamentablement en moins de deux mois à Iéna et Aüers-taedt.

Et c'est en 1807 les Russes qui se font battre à Eylau et à Friedland. Et c'est le traité de Tilsitt, le 8 juillet 1807, qui reconstruit une Europe nouvelle et donne un instant l'illusion qu'une paix définitive va s'installer dans un ordre nouveau.

Mais l'année suivante, en 1808, c'est l'Espagne qui se dresse contre l'Empereur et en 1809 l'Autriche qui se soulève à nouveau contre nous à la tête de la 5^e coalition.

C'est dans cette seconde campagne d'Autriche que Heurteloup devait donner toute la mesure de ses talents. Il avait été nommé l'année précédente, le 21 mars 1808, premier

chirurgien de la Grande Armée en remplacement de Percy qui y laissait des souvenirs fort honorables.

« Il mit alors, dit Sédillot, beaucoup de sagacité et de prudence à rechercher et à réformer des abus de tous genres qui s'étaient introduits dans le service chirurgical de la plupart des corps d'armée. Par son active correspondance avec les chirurgiens principaux de l'armée, par ses rapports fréquents et pleins d'égards avec les autres, il subjuguait la confiance, assura la régularité du service, rétablit et maintint la subordination graduelle. De sorte que tout était rentré dans l'ordre, qu'il avait fait préparer le matériel des ambulances et organisé convenablement leur service personnel lorsque la guerre d'Autriche éclata au mois d'avril 1809. » Heurteloup occupait dans cette campagne un poste de premier rang, il y déploya un dévouement sans bornes. « C'est là, dit encore Sédillot, qu'il fallait voir le premier chirurgien de l'armée signaler son dévouement sur le champ de bataille, animer par son exemple tous ses collaborateurs, se confondre avec eux pour agir du conseil et de la main dans les occasions les plus importantes et les plus périlleuses, les étonner autant par son sang-froid et sa dextérité que par la justesse et la rapidité de son coup d'œil, visiter avec une infatigable activité les hôpitaux ambulants et temporaires, y établir un ordre admirable en y portant les lumières de l'art. » Et ces lumières n'étaient certes pas inutiles. La campagne était dure. Ce n'était plus la marche fulgurante de 1805. L'Autriche s'était longuement préparée à la guerre et pouvait mettre en ligne des forces considérables. Elle sentait l'Allemagne frémissant d'impatience sous la main de fer de l'Empereur et l'état de fatigue et d'épuisement dans lequel les appels incessants d'hommes et la guerre d'Espagne avaient mis la France. Les troupes autrichiennes étaient décidées à une âpre lutte. Essling fut une bataille très meurtrière et la victoire sanglante de Wagram nous mit 20.000 hommes hors de combat. Essling avait coûté la vie au brave Lannes et Wagram avait vu mourir cinq généraux.

C'est au cours de cette campagne que Heurteloup eut l'occasion de donner des soins à l'Empereur blessé au pied par une balle morte à Ratisbonne.

La brillante conduite de Heurteloup sur le champ de bataille ne devait pas échapper à l'Empereur et lui valut l'honneur, après Wagram, d'être cité dans le deuxième bulletin des armées : « Sa Majesté a témoigné sa satisfaction

de la manière dont la chirurgie a servi et particulièrement des services du chirurgien en chef, Heurteloup. » En outre, pour le récompenser d'un zèle aussi actif, Napoléon lui décerna la croix d'officier de la Légion d'honneur par décret en date du 24 juillet 1809. Peu après le 15 août, un décret lui conférait le titre de baron de l'Empire, « transmissible à la descendance de mâle en mâle ». Il recevait en même temps une dotation de 5.000 francs de rente sur Hanovre, Poméranie suédoise, et autres spécifiés par décret du 15 août. Les armoiries du baron sont, suivant Louis de Ribier : « Écartelé au 1 de sinople à un dextrochère ganté d'argent mouvant du canton dextre du chef, heurtant un loup ravissant, le corps contourné d'or, endenté d'argent; au 2 de sable à trois massues l'une sur l'autre, en fasce d'or accolées chacune d'un serpent au même, celle du milieu contournée; au 3 de gueules, à la tour crénelée de quatre pièces d'argent; au 4 d'or à la tête de Maure de sable tortillée, accolée et allumée d'argent, avec pendants d'oreilles du même; Franc quartier des barons officiers de santé brochant au neuvième de l'écu. » Dans ses livrées, Heurteloup arbore « les couleurs de l'écu, le vert en bordure seulement ».

A son retour de Vienne, Heurteloup fut l'objet d'une manifestation de sympathie de la part des chirurgiens des armées d'Allemagne, d'Italie et de Dalmatie qui lui offrirent un banquet dans la salle du nouveau Monde et firent frapper en son honneur une médaille « afin de conserver à la postérité le souvenir de ses talents et des vertus de leur modèle ». Ils l'avaient proclamé, d'une voix unanime, « le restaurateur de la chirurgie militaire ».

A l'avvers de cette médaille, figure le buste d'Heurteloup et au-dessous le couteau interosseux entouré du serpent d'Épidaure. En exergue, ces mots : *N/Heurteloup, Turo-nensis Exercituum Imper. Gallor. Chirugus Primarius. Vindob XVIII Julii Anno MDCCCIX*. Au revers est reproduite la citation au *Bulletin des armées*.

De son côté, l'empereur d'Autriche, « informé des soins touchants que M. Heurteloup avait donnés à l'administration du Service de santé dans les hôpitaux de Vienne, lui fit remettre en témoignage de sa satisfaction, par un membre de la régence, une lettre de remerciements et une boîte d'or contenant deux cents ducats ».

Toutes ces gratifications arrivant presque en même temps n'en sont pas moins bien minimes, si on les compare à l'avalanche des grades, des dotations et des promotions qui

plurent sur l'armée à ce moment. Napoléon, quelle que fût son estime pour les chefs du Service de santé, n'admettait pas un moment une comparaison entre un chirurgien et les officiers combattants. Les chirurgiens militaires, même les plus remarquables comme Heurteloup, Larrey et Percy, étaient loin d'être officiellement gâtés sous l'Empire et « à mesure, dit Triaire, que le régime s'établit, que les administrations prirent plus d'influence, leur situation morale et matérielle, loin de s'améliorer, fut amoindrie ». Non seulement ils n'avaient pas part dans les proportions qu'ils méritaient aux grades, aux dotations et aux titres qui furent distribués avec tant de générosité à leurs compagnons d'armes, mais ils se voyaient disputer leurs frais de route, leur solde et leurs indemnités pour leurs chevaux tués et leurs effets enlevés par l'ennemi. Le port d'insignes distinctifs dans leur costume, tels que les aiguilletes qui, au début des guerres de la Révolution et pendant le Consulat avaient fait partie de leur uniforme, leur était contesté. Cette façon de traiter les chefs du Service de santé contraste avec la générosité que déployait Napoléon à l'égard de ses généraux : Thiébaud, simple général de brigade, touchait plus de 20.000 francs par mois, sans compter les accessoires qui étaient considérables, puisqu'en 124 jours de gouvernement, il reçut 212.000 francs; encore Thiébaud n'était-il qu'un personnage de troisième grandeur dans l'Empire, les grands premiers rôles, les chefs d'armées, étaient comblés. Berthier reçut 40 millions; les appointements de Masséna s'élevaient à 900.000 francs, etc.

On voit qu'à côté de ces privilégiés de l'armée, les chefs admirables du Service de santé faisaient vraiment figure de parents pauvres. La vie de la femme et des enfants, au foyer, était naturellement des plus serrées. La femme de Larrey travaillait au dehors pour faire vivre la maisonnée et ce n'est qu'après Wagram qu'elle put cesser, et encore à la condition de vivre bien modestement.

Cependant, quoique sexagénaire, Heurteloup continue à se dépenser sans compter, ayant les yeux sur tout et dominant de toute son énergie, de toute sa ténacité l'édifice du Service de santé qu'il a réussi à amener à un état de cohésion encore inconnu. Une lettre conservée à la Bibliothèque Nationale nous le montre à Ratisbonne, le 9 avril 1810, envoyant ses instructions au Commissaire de guerre à Dantzig.

Le 24 juin 1810, Heurteloup était rappelé à l'Inspection

générale à Paris. En même temps, la Société de médecine, très empressée de se l'attacher par de nouveaux liens de confiance et d'estime, le rappela aux fonctions de la présidence dont il s'était déjà si bien acquitté quelques années auparavant. Son successeur à ce poste devait dire plus tard : « ...Le moindre hommage de reconnaissance que nous devons payer à sa mémoire est de dire que son affection pour notre compagnie a été d'un grand exemple qu'il nous a laissé à imiter : peu d'entre nous ont concouru autant que lui au travail commun et il n'en est point qui, à une littérature exquise, à la connaissance de plusieurs langues anciennes et modernes, ait joint une érudition plus châtiée ».

D'autres distinctions devaient encore venir s'ajouter à celles dont l'Empereur avait tenu à honorer son chirurgien en chef : le 19 septembre 1810, un décret portant dotation dans la Poméranie suédoise de rentes partagées entre 45 officiers et fonctionnaires de l'Empire pour un total de 524.627 francs, Heurteloup y est inscrit pour 5.000 francs. Et le 27 juillet 1811, Napoléon le nommait chirurgien consultant de sa maison.

V

Malheureusement, le baron Heurteloup ne devait pas jouir longtemps de sa gloire. Une « affection paralytique générale » devait l'emporter l'année suivante. « ...Après quatre mois d'une maladie dont les profondes atteintes sur les organes du sentiment et du mouvement ont annoncé, dès le début, l'issue la plus déplorable. » Il mourut à Paris, 8, rue Favart, le 27 mars 1812. Il venait d'atteindre ses 62 ans.

« Cette fatale catastrophe, dit Sédillot, a peut-être encore été accélérée par l'amour qu'il portait à ses devoirs. L'Empereur, qui n'avait point oublié les services rendus par le premier chirurgien de ses armées dans la dernière campagne d'Autriche, l'avait désigné pour servir dans celle qui allait s'ouvrir. » En effet, il devait remplir les fonctions de premier chirurgien à l'armée d'Allemagne qui se portait en ce moment sur l'Oder et la Vistule. « M. Heurteloup, nous dit Sédillot, fut affecté jusqu'aux larmes de ne pouvoir donner de nouvelles preuves de son dévouement au service de Sa Majesté et son affliction développa chez lui un sentiment mélancolique qui l'accompagna jusqu'à la mort. » Au moins n'eut-il pas le chagrin d'assister à la désastreuse campagne de Russie et à la chute de l'homme prodigieux qu'il avait suivi dans sa gloire.

Heurteloup avait servi la Médecine et la France en homme de science et en soldat, c'est-à-dire avec un désintéressement complet. Il n'avait pas amassé de richesses et à sa mort, s'il laissa à sa femme et à ses enfants un nom justement révérend et de grands souvenirs, il ne leur laissa aucune fortune. En 1812, l'Inspecteur général du Service de santé des armées attirait l'attention de l'Empereur sur la situation

de la veuve du baron Heurteloup sans ressources, faisant état des trente-cinq ans de service du baron et de ce que la baronne avait à sa charge son père en enfance et deux enfants, un fils de 10 ans et une fille de 15 ans. A la suite de cette requête, le 22 mai 1812, Napoléon, de Dresde, octroyait à la veuve Heurteloup une pension annuelle et viagère de 2.000 francs. En outre, le 23 août 1812, à Smolensk, l'Empereur signait un acte portant nomination de 11 élèves du Gouvernement dans les lycées et parmi ceux-ci, on relève le nom de Achille-Victor, second fils de Heurteloup, pour le lycée d'Orléans.

Heurteloup, dont la vie glorieuse s'étend sur un demi-siècle de la période la plus trouble de notre histoire et dont le témoignage sur son temps eût été si précieux pour nous, ne nous a guère laissé de traces de sa vie privée. C'était un homme d'action au milieu d'une époque agitée; de sa vie intime, nous ne savons rien.

De son mariage avec Marie-Thérèse-Christine Delagrangé-Desbos, Heurteloup laissa trois enfants, deux fils et une fille. Son fils aîné, Charles-Louis-Stanislas, né à Paris en 1793, fut de bonne heure un garçon très brillant. Il fut nommé auditeur au Conseil d'état avant l'âge de 18 ans. Néanmoins, la forte personnalité du père était trop marquante pour que ce fils n'eût pas à cœur de continuer la tradition paternelle et bientôt il abandonna le droit pour entrer à son tour dans la carrière chirurgicale. Il devait y acquérir une place de premier ordre. Son nom est attaché à la chirurgie urinaire par l'invention qu'il fit d'un appareil appelé « percuteur », destiné à la « lithotripsie par percussion » et sur le modèle duquel sont encore construits les lithotriteurs actuels. Il mourut en 1864.

Le second fils, Achille-Victor, né à Paris le 21 juillet 1802, et élevé au lycée d'Orléans avec le secours de l'état impérial, devint architecte et mourut à Paris en juillet 1846, un an après sa mère, la baronne Heurteloup, décédée à Paris le 3 octobre 1845.

Nicolas Heurteloup avait été enterré le 30 mars 1812 au cimetière du Père-Lachaise. Sédillot, secrétaire général de la Société de médecine de Paris, prononça l'éloge funèbre, du disparu : « ...Celui que nous pleurons, dit-il, possédait presque toutes les vertus sociales. Son extérieur était froid et modeste, mais son âme était brûlante. Sensible avec les malheureux, sincère et obligeant avec tout le monde, il chérissait tendrement sa famille et ses amis et si parfois

l'envie cherchait à troubler son bonheur, il en trouvait d'amples dédommagements dans l'estime générale. »

Sa patrie natale voulant honorer sa mémoire, le Conseil municipal de Tours, sur la proposition du docteur Godefroid, président d'honneur de la Société médicale de Tours, décida par sa délibération du 3 décembre 1843, de donner le nom de Heurteloup « à la portion nouvelle de la rue du mail qui s'étend de la rue Royale jusqu'à la rue Neuve-Saint-Martin ». Il est regrettable de constater qu'en dépit de l'honneur qui retombait sur la ville de la gloire de son illustre enfant, tout le monde n'aie pas été d'accord pour applaudir à cette mesure. Ce jour-là, le Conseil municipal ouvrait sa session par deux délibérations, l'une relative à l'érection de la statue de Descartes, l'autre aux dénominations données aux rues nouvellement ouvertes. Le *Journal d'Indre-et-Loire* du même jour se loue de l'érection d'un monument au père de la philosophie moderne, mais il critique fort le nom donné au boulevard Heurteloup et voudrait qu'on l'appelle boulevard du Canal : « Le baron Heurteloup, dont la réputation est belle, nous aimons à le reconnaître, n'est-il pas trop richement doté dans le partage que le Conseil a fait de nos rues entre les célébrités du pays... » Si le Conseil municipal, mieux avisé, n'avait eu le bon esprit de donner à sa plus belle avenue le nom d'un de ses plus illustres enfants, combien de Tourangeaux d'aujourd'hui connaîtraient le nom de leur glorieux compatriote qui passa sa vie austère au service de la science et de l'humanité douloureuse. De son côté, l'administration de l'Hospice général « voulut que le nom de Heurteloup devint un objet d'émulation pour les élèves de l'École de médecine de cette ville en faisant inaugurer son buste dans l'amphithéâtre de cette école à côté de celui du célèbre et infortuné Lavoisier. Un moulage de ce buste orne une des salles du Foyer médical de Touraine.

D'après ce buste, Heurteloup avait le front vaste, les yeux un peu enfoncés dans l'orbite, le nez fortement busqué et le visage glabre aux muscles détendus par l'âge, le cou large et assez empâté.

Un autre buste, en marbre celui-ci, figure au Musée d'archéologie de Tours, place Foire-le-Roi. Il est légèrement détérioré.

Outre celles de ses œuvres que nous avons signalées au cours de cette étude, Heurteloup est l'auteur d'un

grand nombre d'articles et de publications. En 1808, il avait publié une traduction de l'italien du livre *Sur la nature des fièvres et de la meilleure manière de les traiter*, par le docteur Gianini, médecin du grand hôpital militaire de Milan. En 1811, il fait paraître les *Instructions sur la culture et la récolte des betteraves* de Achard, traduit de l'allemand, et l'accompagne des notes du plus grand intérêt. On sait qu'à ce moment le Blocus continental mettait au premier rang des préoccupations le problème du sucre de betteraves qui nous permettait de ne plus importer de sucre des colonies anglaises. A sa mort, il allait publier une édition du *Traité des anévrysmes* d'Antoine Scarpa. C'est à lui qu'on doit l'article « Abcès » et l'article « Acrochordon » parus dans le premier volume du *Nouveau dictionnaire des Sciences médicales*. Il avait achevé un *Traité complet des tumeurs* dont la publication eut été particulièrement utile à l'époque, car il n'existait à ce moment aucun travail d'ensemble sur la question. Enfin, son portefeuille contenait un certain nombre de publications prêtes à voir le jour.

En dépit de ses multiples occupations, Heurteloup prenait une part active aux recherches et aux discussions des sociétés savantes. Il était président de la Société de médecine de Paris, membre de la Société royale de Naples, de l'Académie impériale Joséphine de Vienne et de plusieurs autres sociétés.

Cependant, en dépit de son activité littéraire et scientifique qui dénote un esprit juste et un savoir très étendu, c'est surtout par ses travaux actifs qu'il s'impose à notre mémoire. Il fut surtout l'homme qui s'acharne à remettre de l'ordre dans la maison et qui sut amener à un point de réelle perfection le Service de santé militaire pour le plus grand bien de l'humanité déchirée par les luttes.

Il servit deux rois, la Révolution et l'Empire, avec un égal dévouement et une égale abnégation. Il ne fut jamais un « partisan », mais en servant le pouvoir, il servait au mieux l'humanité et au premier plan la France, parce que si les régimes changent, la Patrie, elle, demeure.

Le corps de Heurteloup ne devait pas rester au Père-Lachaise; la sépulture y fut relevée en juin 1847. Les corps qu'elle contenait et le monument funéraire furent transportés au cimetière de l'Est parisien (cimetière de Mont-

martre) où il est encore visible. C'est un assez beau monument d'époque Empire, malheureusement abandonné, avec porte de fer plein jusqu'aux trois quarts de la hauteur. Le fronton est surmonté de l'écusson aux armes de la famille, mais le temps a effacé une partie des armoiries. Sur le haut du monument, une sorte de tourelle laisse apparaître l'initiale de la famille.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
GILBERT GIDEL.

Vu :

Le Doyen,
A. BAUDOUIN.

Vu :

Le Président de thèse,
C. LIAN.

CONCLUSION

Nous espérons avoir montré par ces quelques notes sur sa vie, que Nicolas Heurteloup, fils de Touraine, baron de l'Empire, chirurgien en chef des armées de la Révolution et de l'Empire, méritait de prendre rang au milieu des grands pionniers du Service de santé militaire et de l'art chirurgical.

Heurteloup, que n'aveuglait point l'appétit des honneurs, fut un bon serviteur de la Patrie et un bon serviteur de l'Humanité. Il sut échapper à l'emprise politique de cette période enfiévrée pour consacrer son activité uniquement aux moyens de secourir les victimes de la guerre meurtrière.

Esprit curieux, il sut se ménager les moyens de varier les éléments de sa culture intellectuelle. Tour à tour épris de musique, de sciences naturelles, se tenant au courant des écrits publiés dans les langues étrangères sur les matières qui attiraient particulièrement son attention, il est un bel exemple de cette catégorie de médecins cultivés qui font honneur à la médecine française.

Nous aurions aimé nous étendre plus longuement sur la contribution qu'il apporta à la littérature proprement médicale et en particulier sur son *Précis sur le tétanos des adultes*. Malheureusement le transfert en zone libre des Archives du Val-de-Grâce au cours de cette guerre nous a privés des moyens d'étudier de plus près son œuvre.

Nous sommes heureux toutefois que le goût des vieux papiers nous ait conduit, avant le désastre qui devait la faire disparaître, à prendre copie de l'intéressante lettre que possédait de lui la Bibliothèque municipale de l'infortunée ville de Tours.

Fils de ses œuvres, grand médecin, grand administrateur, il fut un grand Français et un grand serviteur de l'Humanité.

BIBLIOGRAPHIE

- CARRÉ DE BUSSEROLLES. — *Dictionnaire d'Indre-et-Loire. Mémoires de la Société archéologique d'Indre-et-Loire. Archives de l'Hôtel-Dieu de Tours. Registre des délibérations. Mémoires de la Société médicale de Tours. Bulletin de la Société archéologique de Tours. Archives de la Ville de Tours.*
Bibliothèque municipale de Tours, manuscrits 1529 à 1530.
- DR GODEFROY. — Le Baron Heurteloup, in *Recueil des Travaux de la Société médicale de Tours*, 1843, p. 121.
- CHALMEL. — *Histoire de Touraine*, t. IV, p. 241.
- Recueil de la Société d'Agriculture, Sciences, Lettres et Arts d'Indre-et-Loire*, en part. 1808 et 1809.
- Bibliothèque nationale, cartons AF. IV 10, 394, 398-13, 398-15, 480, 570, 660, 684 et Fonds français N° 11, 285-263.
- Archives du Service de Santé*, Musée du Val-de-Grâce, cartons 18, 22, 26, 29, 32, 33.
- Bibliographie des Fastes de la Légion d'Honneur*, V, 454.
- LOUIS DE RIBIER. — *Les Annoblis de l'Empire; Médecins et Chirurgiens.*
- Prof. RAOUL MERCIER. — Nicolas Heurteloup. *Archives médico-chirurgicales de province*, nov. 1935.
- Prof. RAOUL MERCIER. — *Le Monde médical de Touraine sous la Révolution.*
- J. SÉDILLOT. — *Discours prononcé sur la tombe de Heurteloup*, 3 mars 1812.
- LAURENT. — *Histoire de Percy.*
- PAUL TRIAIRE. — *Dominique Larrey et les campagnes de la Révolution et de l'Empire.*
- BONNAL DES GANGES. — *Les Représentants aux armées.*
- BÉGIN. — *Études sur le Service de santé militaire en France.*
- DE SÉRIGNAN. — *La Vie aux armées sous la Révolution. Journal d'Indre-et-Loire*, déc. 1843.

9990-43. — ARRAULT ET C^{ie}, MAITRES IMPRIMEURS
TOURS (FRANCE).
